



23.3.1984

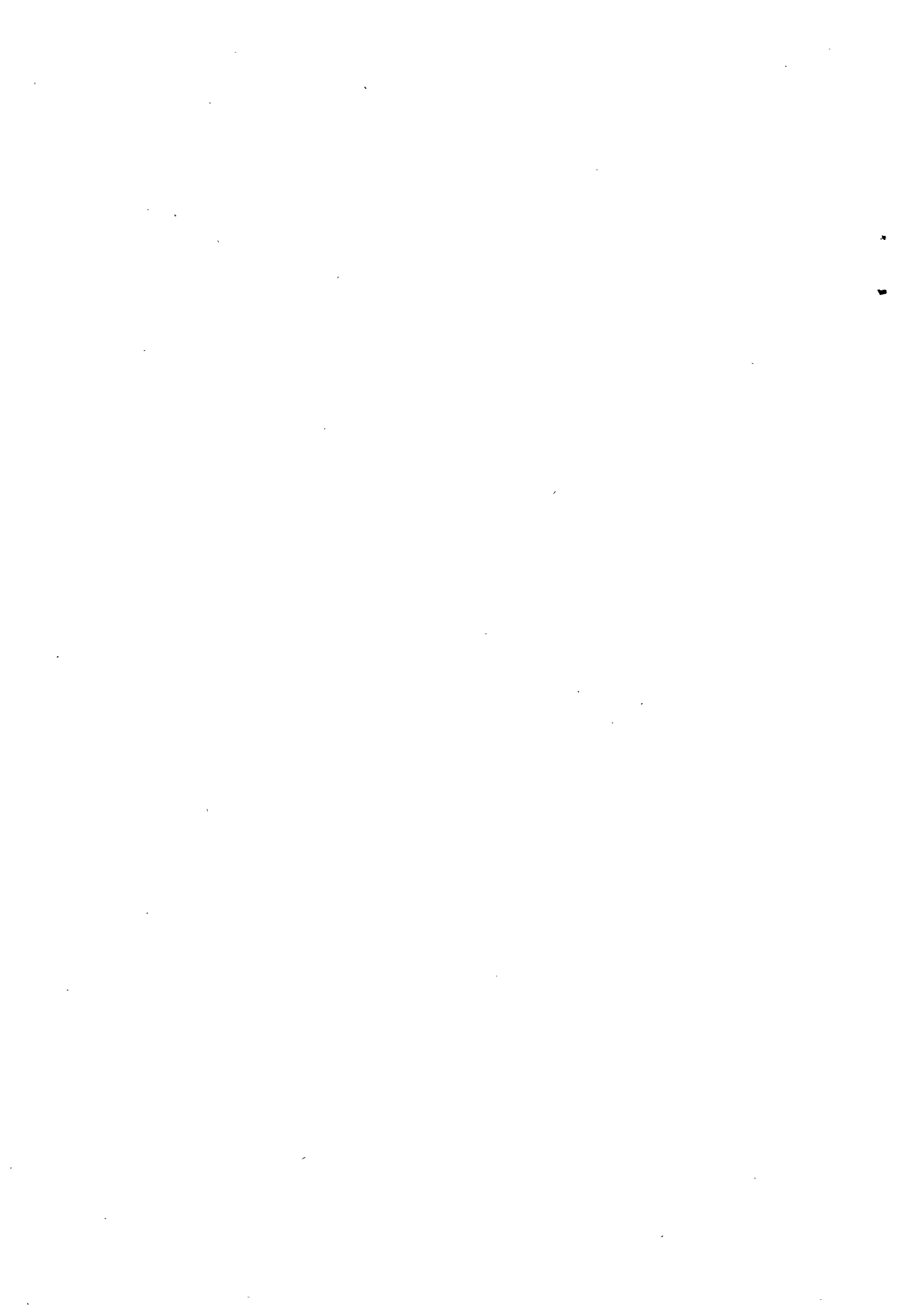
PRESSE-OVERSIGT · PRESSEBERICHT · PRESS REVIEW · REVUE DE PRESSE
ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΗ ΤΥΠΟΥ · RASSEGNA STAMPA · PERSOVERZICHT

420 c BS

SELECTION HEBDOMADAIRE DE PRESSE

CONSEIL EUROPEEN DE BRUXELLES - 19 ET 20 MARS 1984

=====



LA CROIX	Les Echos	LE NOUVEAU ECONOMISTE	L'Expansion	L'EXPRESS
LE FIGARO	L'Humanité	Migration	LE MATIN	Le Monde
LE FIGARO JOURNAL	observateur	le point	le quotidien	

Échec à Bruxelles L'irréductible Margaret Thatcher



La «dame de fer» a mérité encore son surnom hier à Bruxelles.

Les chefs d'Etat et de gouvernement des dix pays de la C.E.E. n'ont pas réussi à se mettre d'accord à Bruxelles sur le montant de la réduction de la contribution budgétaire britannique à la Communauté, scellant ainsi l'échec du Conseil européen.

Irréductible, Margaret Thatcher a, en effet, refusé très tard hier soir la dernière proposition de ses partenaires de la C.E.E. de consentir à Londres un rabais annuel d'un milliard d'écus (860 millions de dollars) sur une période de cinq ans.

Cette offre aurait permis à la Grande-Bretagne de réduire de moitié sa contribution budgétaire à la C.E.E.

Le premier ministre britannique maintenait ses exigences : son pays ne devrait pas payer plus de 3 100 millions de francs par an.

Les désaccords portaient d'autre part sur les ressources propres de la C.E.E. - à la limite de la cessation de paiement - et les quotas de production laitière irlandaise. Au cours de l'après-midi, le premier ministre irlandais, Garret Fitzgerald, avait d'ailleurs cliqué la porte de la conférence en raison de l'opposition de plusieurs délégations à la demande de son pays d'être exempté de tout quota dans ce domaine.

Depuis l'ouverture du sommet, lundi, François Mitterrand, qui présidait la réunion, avait pourtant fait des efforts considérables dans le sens du compromis. Hier matin, après un petit déjeuner avec le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, le

chef de l'Etat français avait rencontré, en tête-à-tête, le premier ministre britannique, espérant amener Margaret Thatcher à plus de modération.

Les négociations avaient donc repris avec un certain optimisme avant le déjeuner. Mais les Allemands avaient durci leur position en affirmant que, s'ils étaient prêts à prendre en charge une partie du fardeau britannique, leur bonne volonté et leurs moyens étaient limités.

La nuit dernière, on ne parlait pas encore ouvertement d'échec, mais le peu d'optimisme apparu lors de la reprise des discussions s'est estompé. La conférence a suspendu ses travaux vers 21 heures.

Page 1
d'Henri de KERGORLAY et Robert de SUZANNET

Après une journée harassante au Conseil européen

Mrs. Thatcher rejette les concessions franco-allemandes

BRUXELLES :
de nos envoyés spéciaux
Henri DE KERGORLAY et Robert DE SUZANNE

La partie engagée lundi à Bruxelles au cours de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernements des Dix s'est jouée hier en une demi-heure à la fin d'une journée harassante qui a connu des moments dramatiques. Lassés des tergiversations et des maquignonnages de Margaret Thatcher, les neuf représentants des Etats continentaux lui ont mis le marché en main d'une manière brutale : « Ce sera 7 milliards de francs par an, pendant cinq ans, ou rien. Choisissez ! »

Ebranlée de voir soudain autant de fermeté, la « dame de fer » demanda alors une demi-heure pour réfléchir, puis, finalement, elle repoussa l'offre. Disons-le tout de suite : c'était cher payer un compromis boiteux qui ne devait être que provisoire puisque rien n'indiquait que la Grande-Bretagne ne serait pas revenue avec les mêmes revendications à l'expiration du contrat.

C'était aussi la porte ouverte au chantage de n'importe quel Etat membre et des deux candidats à l'adhésion que sont l'Espagne et le Portugal. Il est sûr qu'à Madrid comme à Lisbonne, on a suivi de près la leçon de choses donnée par Margaret Thatcher pour extorquer de l'argent à ses partenaires.

La journée d'hier avait commencé tôt pour François Mitterrand qui s'est levé à 8 heures, s'étant couché à 3 heures du matin. Tout indique que c'est au cours du petit déjeuner qu'il a pris avec le chancelier Kohl à 9 heures que les deux hommes ont décidé d'entrer résolument dans la voie des concessions à la Grande-Bretagne.

C'est au milieu du repas dont le porte-parole de l'Elysée devait faire un compte rendu idyllique que Margaret Thatcher demanda au téléphone à s'entretenir avec le président de la République. On convint d'un aparté qui aurait lieu avant la séance plénière. Un peu plus tard, c'était au tour de Roland Dumas, ministre des Affaires européennes, d'écouter les con-

dences de la « dame de Fer ».

Ce n'est finalement qu'un peu après 11 heures qu'a pu commencer la séance plénière autour des nouvelles propositions élaborées au cours de la nuit par la présidence française. Ce document annonçait déjà certaines des concessions qui devaient être confirmées plus tard. Il donnait satisfaction à Margaret Thatcher en matière, notamment, de discipline budgétaire.

C'est ainsi que le texte prévoyait expressément que la progression des dépenses agricoles devrait être moins rapide que le taux d'accroissement de la base des ressources propres, ce qui était un recul par rapport au premier document qui avait été envoyé à la fin de la semaine dernière aux diverses délégations.

Pendant le plus clair de la journée, les discussions ont tourné autour de trois points essentiels : le montant de la contribution britannique au budget communautaire, l'augmentation des ressources propres de la Communauté et le problème particulier de la dérogation à accorder à l'Irlande pour sa production de lait.

Le premier dossier a empoisonné les discussions pendant une bonne partie de la journée. La position britannique était simple : le Royaume-Uni ne devait pas payer plus de 450 millions d'écus (3 100 millions de francs) sur ce qu'il appelle son « solde net » qui se monterait cette année à 1 950 millions d'écus (13 600 millions de francs). Ses partenaires lui offraient un milliard d'écus, soit 7 milliards de francs, proposition qu'il jugeait insuffisante.

La partie de bras de fer commencée avant le déjeuner devait se prolonger pendant de longues heures. Les Allemands se mirent de la partie en faisant valoir que, s'ils étaient prêts à prendre en charge une partie du fardeau britannique, leur bonne volonté et leurs moyens étaient li-

mités. C'est alors, qu'excédés, les neuf Etats occidentaux se réunirent et qu'ils firent leurs offres.

Fitzgerald s'en va

Le deuxième dossier, celui de l'augmentation des ressources de la Communauté, se révéla tout aussi difficile. Dans un premier temps, il fut envisagé de porter à 1,4 %, à partir du 1^{er} janvier 1986, la part des T.V.A. nationales que les Etats-membres versent au budget communautaire, puis à partir du 1^{er} janvier 1988, à 1,6 %.

Les optimistes disaient que, grâce à la discipline budgétaire, cela permettrait à la Communauté de faire face aux dépenses qu'entraînerait l'accession de l'Espagne et du Portugal au Marché commun et de vivre tranquillement jusqu'en 1992.

Au cours de cette journée difficile à suivre, les Britanniques ne furent pas les seuls à créer des difficultés. A 18 heures, le premier ministre Irlandais, le Dr Fitzgerald, quittait la salle des séances, laissant son ministre des Affaires étrangères sur place avec la consigne de ne pas intervenir autrement qu'en émettant une réserve à tout accord éventuel sur d'autres sujets.

La Grande-Bretagne avait accepté de porter à 700 000 tonnes la marge de souplesse qu'aurait la Commission dans la répartition des quotas laitiers, ce chiffre devant être partagé entre l'Irlande, le Luxembourg et l'Italie.

L'Irlande exigeait en plus de sa part dans cette marge de souplesse, une augmentation de son quota de production d'un million sept cent mille tonnes.

A la fin de ce conseil, la déception était évidente chez tous. Dans la nuit de lundi à mardi,

François Mitterrand gardait encore quelques illusions sur les possibilités d'aboutir à une conclusion heureuse. Il avait confié en rentrant se coucher : « Ou bien c'est de la tactique de la part de Mme Thatcher et alors nous concluons demain ; ou bien elle est inflexible et dans ce cas... »

Hier matin, le porte-parole français faisait remarquer que l'heure de la vérité avait sonné et que chacun allait devoir, dans les heures suivantes, découvrir son jeu et prendre la responsabilité de l'échec ou de la responsabilité de ce conseil de la dernière chance.

Margaret Thatcher, qui, pendant plus de cinq ans, avait pris l'habitude de voir plier ses partenaires devant l'intransigeance de ses revendications, a cru pouvoir cette fois-ci encore gagner sur toute la ligne. C'était sous-estimer l'exaspération de ses partenaires, mais force est de reconnaître que le grand perdant de cette lamentable journée est avant tout l'Europe.

H. K. et R. S.

LA CROIX	Les Echos	LE NOUVEL ECONOMISTE	L'Expansion	L'EXPRESS
----------	-----------	----------------------	-------------	-----------

libération	LE MATIN	Le Monde
------------	----------	----------

Bruxelles: une nouvelle fois l'échec

Le sommet européen de Bruxelles s'est achevé hier soir sur un constat d'échec. Les partenaires de la Grande-Bretagne avaient pourtant fait la majeure partie du chemin pour se rapprocher des thèses défendues par Mme Thatcher

point le quotidien

Hier soir à 22 h 30, c'était l'échec; les chefs d'Etat et de gouvernement décidaient de se séparer sans qu'aucun accord n'ait pu être signé. La « dame de fer » n'a pas cédé. Elle a dix heures durant tenu tête à ses partenaires. La dernière proposition sur le problème de la contribution britannique, présentée par Gaston Thorn, prévoyait un remboursement de 1 milliard d'ECU par an, pendant deux ans. Cette proposition avait l'appui de la France qui consentait à régler 40 % de la facture, et de l'Allemagne. Mme Thatcher voulait bien davantage, elle a refusé ce compromis. Tout le reste, selon François Mitterrand: les accords sur la politique agricole commune, le plan de réduction des montants compensatoires, et le relèvement de la TVA semblait acquis.

Cela dit, comme Mme Thatcher avait fait de la question budgétaire un préalable, on voit mal comment les accords techniques pourront être appliqués. L'Europe sans ressources, c'est l'Europe de l'échec.

Certes, dans l'après-midi, le sommet de Bruxelles ne semblait pas devoir se terminer dans le brouillard d'Athènes ou de Stuttgart, certes, François Mitterrand avait tout fait pour accélérer les discussions et fournir à ses partenaires un questionnaire élagué et opérationnel. Tout avait bien commencé d'ailleurs, chacun voyant chez le président français la volonté de parler politique et de ne pas s'enliser dans les chiffres.

Pourtant les Dix ont bel et bien buté sur les problèmes techniques et financiers.

Solution insuffisante

La question des ressources communautaires, subordonnée d'une certaine façon à la première, a elle aussi suscité bien des remous au sein du Conseil. Finalement les partenaires se sont accordés sur un relèvement bien modeste du taux de TVA reversé par les Etats au budget (au total 14,5 milliards sur les 25 milliards du budget de 1984). De 1% actuellement, le taux passera, en effet, à 1,4%

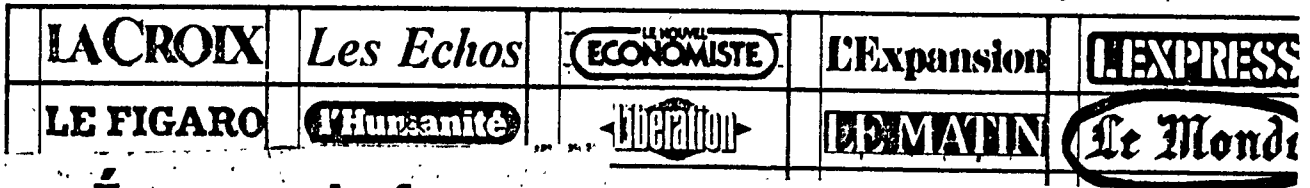
en 1986 seulement (année théoriquement prévue pour l'entrée de l'Espagne et du Portugal) et à 1,6% à partir de 1988. Une solution qui reste bien en-deçà de la proposition de départ de la commission (2% immédiatement) réaffirmée lundi matin par Etienne Davignon. La voie retenue est en tout cas insuffisante pour couvrir les besoins actuels de la Communauté (2 milliards de déficit en 1984 et 600 millions déjà prévus pour la PAC) puisque le statu quo est maintenu pour l'année en cours.

Pour le futur, et si l'on tient financièrement jusqu'en 1986, le relèvement de 0,4 point suffira sans doute à peine à boucler les trous antérieurs. De là à subvenir aux besoins des nouveaux arrivants...

En fait, Margaret Thatcher, logique avec elle-même, souhalte dans le même temps une maîtrise des dépenses et notamment une baisse relative des dépenses agricoles (actuellement les deux tiers du budget). En somme, Mme Thatcher refuse une Europe en faveur du Sud et ne veut qu'une CEE au bénéfice du Nord. Autant dire que l'Europe des Douze sera difficile à gérer...

Pour la PAC, un accord, ayant été obtenu sur le contentieux financier, les questions réglées par M. Rocard en fin de semaine dernière (prix, montants compensatoires monétaires et quotas sur le lait) devraient rester en vigueur. Seuls certains points, comme le problème irlandais, pourraient être renvoyés à un prochain Conseil des ministres.

Alors, Bruxelles, le sommet de la vérité? Pour Margaret Thatcher, oui incontestablement. La « Dame de fer » n'avait de toute façon rien à perdre, puisqu'une majorité d'Anglais souhaite le départ de la Grande-Bretagne de la Communauté. Quant à François Mitterrand, il voulait apparemment à toute force parvenir à un accord. Dès hier matin il aurait demandé au chancelier Kohl d'accepter les conditions de Londres et notamment de dépasser 1 milliard de francs pour la restitution britannique.



Épreuve de force au sommet de Bruxelles

M. Mitterrand présente de nouvelles propositions
pour tenter de venir à bout
de l'intransigeance de M^{me} Thatcher

De nos envoyés spéciaux

Bruxelles. — Le conseil européen a repris ses travaux mardi matin 20 mars, après que le président Mitterrand eut pris un petit déjeuner de travail avec le chancelier Kohl et eut eu un bref contact avec M^{me} Thatcher. La présidence française a remis aux autres délégations un projet de conclusion aménagé afin de tenir partiellement compte des demandes présentées par l'Irlande, l'Allemagne, mais aussi le Royaume-Uni. L'intention de M. Mitterrand et du chancelier Kohl était de vérifier, dès le début des travaux, si la volonté de parvenir à un accord admissible pour tous existait chez le premier ministre britannique ou n'existait pas.

M. Vauzelle, le porte-parole de l'Elysée, a indiqué que l'entretien entre le président de la République et le chancelier fédéral avait été excellent. « La bonne entente entre la France et l'Allemagne se manifeste chaque fois que c'est nécessaire », ajoutant qu'« il y a un élément de solidarité qui est remarquable et réconfortant. » Bien que, selon lui, « l'ambiance reste au travail et à la recherche d'une solution », et que « tout soit ouvert », on laisse entendre du côté français, que si la voie ne peut être trouvée avec M^{me} Thatcher, on préférera constater la crise plutôt que de laisser traîner les choses jusqu'au conseil européen de juin.

Dès le début de la rencontre, lundi, les Neuf et les Britanniques étaient apparus profondément divisés sur le montant de la compensation à accorder à Londres pour alléger la contribution au budget européen. M^{me} Thatcher avait de nouveau soutenu, sans la changer d'un iota, la position qu'elle avait défendue lors du conseil européen d'Athènes. Après avoir critiqué le projet de conclusion présenté par la présidence française, selon elle insuffisamment clair et précis, elle affirmait que la contribution nette du Royaume-Uni ne devrait pas dépasser 500 millions d'ECU (3,4 milliards de francs) par an.

Comparé à une contribution nette qui en 1982 s'est située aux alentours de 2 milliards d'ECU (13,6 milliards de francs), cela signifierait que la compensation à prendre en charge par les pays participants devrait atteindre 1,5 milliard d'ECU (10,2 milliards de

francs). Or, au stade actuel, l'offre de la présidence est de 750 millions d'ECU (5,10 milliards de francs), soit tout juste la moitié.

L'écart demeure donc considérable, et à première vue infranchissable. « Je croyais que nous étions tous venus pour faire un effort », a alors lancé M. François Mitterrand au premier ministre britannique. Le porte-parole allemand, dépité, parlait quant à lui de l'« intransigeance », de l'« inflexibilité » de M^{me} Thatcher. Celle-ci, nullement émue, campa sur ses positions pendant le dîner de travail. « Il n'y a pas eu d'amorce de rapprochement », reconnut M. Pierre Werner, le premier ministre luxembourgeois, vers 1 heure du matin ce mardi.

Les Français se faisaient particulièrement discrets. M. Michel Vauzelle, le porte-parole de l'Elysée, parti après le dîner à la pêche aux nouvelles, ne revenait pas. A 2 heures, une de ses assistantes indiquait que le président, ses ministres (MM. Claude Cheysson et Roland Dumas), et ses collaborateurs, travaillaient à la rédaction d'un nouveau texte que la présidence française a remis à ses partenaires en début de matinée mardi. Les points retouchés vont dans le sens des requêtes présentées par l'Irlande (pour lui permettre de maintenir sa production laitière), par l'Allemagne (les aides accordées aux agriculteurs pour atténuer les effets sur leur revenu de l'élimination des montants compensatoires seraient prises en charge partiellement par la Communauté) et par le Royaume-Uni.

En ce qui concerne ce dernier, le nouveau texte modifie dans le sens voulu par Londres le mécanisme selon lequel serait calculée la compensation budgétaire, mais il ne comporte aucune indication sur le montant de la compensation. Le porte-parole britannique a estimé qu'il s'agissait là d'une amélioration, mais qu'il y avait encore beaucoup à travailler. Il a ajouté que la délégation britannique négociait avec l'intention de parvenir à un accord, sans préciser si est vrai,

s'il souhaitait cet accord dès cette session ou plutôt à celle du conseil européen de juin...

Dès lundi soir, l'ambiance était celle d'une veillée d'armes déjà plus que celle d'une négociation. « Si c'est une position tactique, on pourra s'en sortir, sinon ce sera difficile », avait noté avant le dîner M. Mitterrand à propos de l'attitude de M^{me} Thatcher. Le porte-parole britannique, très décontracté, expliquait que tout cela était parfaitement normal, qu'« un énorme travail restait à accomplir ». On pouvait en retirer l'impression que Londres ne souhaitait pas conclure, mais préférerait voir les décisions différées jusqu'au conseil européen de juin... c'est-à-dire à un moment où la contrainte budgétaire commencerait à se faire sentir de manière très pressante sur le fonctionnement du Marché commun, limitant d'autant la liberté de manœuvre des partenaires du Royaume-Uni.

« Un climat de non-accord »

La déception était d'autant plus vive que la réunion avait commencé dans l'euphorie. Félicitations des uns et des autres pour la tâche accomplie par M. Mitterrand. Satisfaction devant les résultats des travaux du conseil agricole, malgré quelques nuances sur la manière dont la présidence traitait dans son document du problème de la maîtrise des dépenses agricoles et non agricoles. Le problème, hier encore épineux, de l'assurance à donner aux Allemands contre une éventuelle augmentation spectaculaire de leur contribution au budget européen, semblait réglé, après les ultimes entretiens de M. Dumas à Bonn.

Puis la marche à l'étoile fut stoppée net. Tout se mit alors à basculer. « Un climat de non-accord s'est créé, les chefs de gouvernement ont même commencé à défaire le compromis agricole », commentait un haut fonctionnaire grec; son collègue danois se demandait si le président Mitterrand

avait assuré, dans l'après-midi, avec suffisamment de fermeté, la direction de la réunion, ajoutant que M^{me} Thatcher refuserait de composer tant que ne lui serait pas signifiée le plus clairement du monde la détermination des Neuf. Celle-ci, pourtant, semble effective. « Nous sommes sur la même ligne », constatait par exemple le premier ministre Werner.

Même la coopération politique, dont on avait annoncé du côté français qu'elle ne serait pas négligée à Bruxelles, quelles que fussent les difficultés budgétaires, a semblé pâtir lundi de certaines discordances. Il est vrai que le clivage n'était ici plus le même: c'est surtout la Grèce qui s'est trouvée opposée dans la discussion (limitée dans sa première phase aux directeurs des affaires politiques respectifs) à ses neuf partenaires. Cette opposition a été fort nette à propos des relations Est-Ouest, où le représentant d'Athènes trouvait trop dur à l'égard du camp socialiste le texte sur lequel les autres membres de la Communauté étaient tombés d'accord, en dépit de l'appel au dialogue qu'il contenait.

De toute façon, et tout comme à Athènes en décembre dernier, l'éventualité de l'échec du sommet conditionnait plus ou moins la publication d'un tel texte: celle-ci n'était guère concevable si la Communauté ne parvenait pas à régler ses difficultés budgétaires.

M. Mitterrand avait souhaité d'une manière générale que le conseil européen de Bruxelles fût l'occasion d'une sorte de recentrage méthodologique: aux chefs d'Etat et de gouvernement des Dix les grandes discussions politiques, aux ministres techniciens et aux experts les négociations de détail, les querelles de chiffres et de procédure. Il n'a finalement pu éviter, même si les décisions à prendre étaient bel et bien « politiques », que la discussion de lundi et de mardi redevienne un long et difficile marchandage.

BERNARD BRIGOULEIX
et PHILIPPE LEMAITRE.

LACROIX	Les Echos	LE NOUVEAU ECONOMISTE	L'Expansion	L'EXPRESS
LE FIGARO	L'Humanité	Liberation	LE MATIN	Le Monde
LE FIGARO JOURNAL	l'Europe	le point	le quotidien	

Et maintenant, que va-t-il se passer?

Dans les trois mois à venir, trois hypothèses sont envisageables. Elles vont du statu quo au départ de l'Angleterre de la Communauté

Le sommet de Bruxelles n'a pu résoudre le problème de fond de la Communauté économique européenne. Le projet de la commission, qui était de relever le taux de TVA de 1 à 2 points, avec un calendrier très long qui courait jusqu'en 1988 n'a même pas reçu l'agrément de Margaret Thatcher... Les Dix devraient se revoir, notamment en juin. En attendant, la CEE va connaître, dans un laps de temps très court, de très sérieuses difficultés financières. Voici les trois scénarios qui peuvent se jouer dans les trois mois à venir.

1^{er} scénario : le statu quo

C'est-ce qui peut certainement arriver de pire à la Communauté européenne, le « statu quo ». Si aucun accord n'était trouvé, ou si celui-ci était trop rapidement remis en cause par l'une ou l'autre partie, ce serait la catastrophe. Catastrophe aussi, si les Britanniques obtenaient satisfaction mais tentaient de transformer ce qui, dans l'esprit de leurs partenaires, n'est qu'une mécanique rectificative temporaire, en un système permanent leur donnant droit, d'année en année, à des ristournes plus ou moins importantes. Dans de telles hypothèses, on en reviendrait à ce véritable marasme, dans lequel l'Europe se trouve depuis plusieurs années. Qu'on se rappelle en effet les difficultés que les Dix rencontrèrent en 1981, 1982, et même 1983, pour fixer les prix agricoles. La technique bri-

tannique était simple, élémentaire, et sans faille : la Communauté doit fixer les prix agricoles - au 31 mars de chaque année - elle est donc demandeuse et Londres, dont l'accord est évidemment nécessaire, peut faire payer celui-ci au prix fort. C'est du chantage. Ou de la diplomatie. Toujours est-il que ces manœuvres donnèrent lieu à d'interminables marathons ministériels, qui parfois n'arrivaient à conclure qu'au bout de deux ou trois mois. La perpétuation de telles pratiques ne pourrait déboucher que sur la paralysie. Une paralysie inacceptable pour les Dix, qui en arriveraient probablement rapidement, surtout en cette période cruciale de mutations technologiques et industrielles, à mettre la Grande-Bretagne en minorité et à recourir au vote majoritaire. Et alors, c'est dans une autre crise que l'on entrerait...

C. M.

2

2^e scénario : une Europe à deux vitesses

3^e scénario : le départ des Anglais

Selon les fonctionnaires de Bruxelles, l'« Europe à deux vitesses », serait essentiellement une Communauté, à l'intérieur de laquelle les pays pauvres et les pays riches seraient opposés. Une sorte d'axe Nord-Sud, qui casserait la Communauté : d'un côté, les nantis, qui pourraient s'associer dans des programmes de recherche de pointe coûteux, afin de lancer de nouvelles politiques industrielles, et de l'autre, les plus démunis. Mais dans le contexte du contentieux qui oppose Londres à ses partenaires, ce serait plutôt une Europe à « neuf+un » et non plus à dix.

Pour y arriver, il suffirait de revenir à la lettre du Traité.

Le conseil des ministres fonctionne actuellement sur la base de la règle de l'unanimité.

C'est en février 1966 que la France, qui voulait s'assurer qu'un Etat-membre ne puisse être isolé quand ses intérêts vitaux étaient en jeu, imposait à ses cinq partenaires — à l'époque l'Europe se conjugait encore à six — le « compromis de Luxembourg » qui débouchait sur le renoncement au vote majoritaire.

Mais une telle marche arrière est-elle possible ? Et même souhaitable ? On peut en douter. Il est certes possible d'isoler temporairement et ponctuellement un Etat-membre sur certaines questions. Mais



UPI
Les Dix à Bruxelles : photo d'une famille bien désunie

il est inconcevable que cela se produise systématiquement.

Aucun pays ne pourrait accepter de voir ce qu'il estime être son intérêt bafoué.

Et puis, quel risque potentiel. Si demain, la Grande-Bretagne se retrouvait seule face à ses neuf partenaires, chacun de ceux-ci pourrait craindre de se retrouver un jour, dans la même situation.

L'Etat qui subirait cette vexation ne pourrait, un jour ou l'autre, qu'en tirer les conclusions qui s'imposent, et se retirer. Surtout quand sa devise est aussi fière que celle de l'Angleterre : « Dieu et mon droit ».

C. M.

A tout bout de champ, les responsables britanniques brandissent, sous le nez de leurs homologues de la CEE, la menace d'un retrait britannique de la Communauté. Selon le « Guardian », 55 % des Anglais sont favorables à la sortie de leur pays du Marché commun.

S'il est permis de douter de la bonne foi britannique sur ce point — on doit bien constater que le Royaume-Uni est dans une position de force : n'a-t-il pas pour lui, les liens privilégiés qu'il entretient avec les pays du Commonwealth et les relations étroites qui l'unissent avec ses anciens partenaires de la E.E.C.

Mais que se passerait-il, si

Margaret Thatcher se drapait dans sa dignité et claquait la porte. Difficile à dire. La procédure de retrait pour un Etat-membre n'est pas prévue dans les Traités de Rome. Il existe pourtant un précédent : celui du Groënland, ancienne province danoise, et donc membre « ipso facto » de la Communauté, qui décida de la quitter après avoir reçu le statut d'autonomie. Eh bien, il fallut tout renégocier, comme avec un Etat-tiers. C'est probablement ce qui se passerait si Londres décidait de prendre la porte. Mais une complication pourrait surgir. Si le Royaume-Uni s'en allait, il faudrait — of course ! — modifier les Traités. Or, l'adoption ou la modification d'un Traité international est du ressort des parlements nationaux...

En faisant un peu de politique-fiction, on peut songer à cette inextricable situation : l'Angleterre voulant se retirer et l'un ou l'autre Etat-membre refusant de ratifier ce départ. Londres serait « de facto » hors de la Communauté mais y resterait attaché « de jure ». Aucun pourparler ne pourrait donc être engagé avec Londres puisque sa situation juridique ne le permettrait pas.

C. M.

LA CROIX	Les Echos	LE NOUVEAU ECONOMISTE	L'Expansion	L'EXPRESS
LE FIGARO	L'Humanité	L'Économiste	LE MATIN	Le Monde
Le Figaro	l'observateur	le point	le quotidien	

Heure par heure, l'histoire d'un sommet à problèmes

● Durant deux jours, à Bruxelles, le temps est passé du chaud au froid, au gré des déclarations des uns, des informations distillées par les

de nos
envoyés spéciaux
Claire CHAZAL
et Claude
MONIQUET

autres aux détours d'un couloir, et des volontés parfois évidentes de dramatisation.

Lundi, 15 h : les Dix entrent en réunion dans un état d'esprit « positif ». Tout le monde s'accorde pour affirmer que le sommet « ne peut pas échouer ».

15 h 30 : on apprend que Margaret Thatcher a déjà imposé ses vues sur l'ordre du jour et fait modifier celui proposé par la présidence française. Les partenaires, sur la demande de la Dame de fer, commenceront donc par discuter du point crucial, la contribution britannique. Mais Michel Vauzelle, préférant toujours les propos lenifiantes, déclare que le climat « est au travail et qu'il y a des rapprochements ».

18 h : tout bascule. La délégation allemande fait savoir que certains des participants se montrent énervés et « déçus » par l'attitude de Mme Thatcher. Celle-ci camperait sur ses positions, n'acceptant pas de revoir le montant du chèque qu'elle attend de la Communauté. « On renoue avec les mêmes méthodes », aurait déclaré le chancelier Kohl ; François Mitterrands, quant à lui, s'est adressé à Mme Thatcher assez durement : « Je pensais que vous étiez venue pour faire un effort ! »

19 h : les Anglais viennent de demander la rédaction d'un nouveau texte de propositions. **20 h :** les Dix lèvent la séance. Michel Vauzelle reste flou : « Il faut encore travailler. On s'est accordé sur la question de la discipline budgétaire mais on va en reparler au cours du dîner. » **22 h :** les chefs d'Etats et de gouvernements passent à table. On ne discutera que de la contribution britannique, mais sans succès, même après les conversations informelles au coin du feu, c'est l'enlèvement.

Mardi, 1 h 30 du matin : les chefs d'Etats et de gouvernements se séparent, certains désabusés ; seul Kohl semble garder le moral. Andréas Papandréou : « Les autres continuent à s'amuser, moi, je vais dormir. » François Mitterrand rentre à la résidence et réunit ses conseillers pour la rédaction d'un nouveau texte. « L'Europe, toujours l'Europe », déclare Michel Vauzelle.

9 h : Mitterrand et Kohl se rencontrent, comme le veut la tradition, pour un petit-déjeuner, ambiance très amicale. Le chancelier n'a pas envie de voir capoter l'Europe et affirme « pouvoir encore avancer ».

10 h 30 : François Mitterrand et Margaret Thatcher se voient en tête-à-tête mais brièvement. Le ton du porte-parole français change : « L'ambiance reste au travail et à la recherche d'une solution, si elle est possible. On ne peut pas dire maintenant si nous aboutirons ou non. » On insiste sur le rapprochement franco-allemand mais l'on ajoute : « Si la volonté politique d'aboutir n'existe pas, la présidence en tirera les conséquences. »

11 h : les Anglais annoncent seulement : « We move a little. » Mais le nouveau texte ne les a pas satisfaits.

12 h : changement de décor. Le nouveau texte, rédigé par la présidence française, marque un assez beau mouvement de recul de la part des neuf, face à la Grande-Bretagne. Sur les dépenses agricoles d'abord : celles-ci désormais devront « croître moins vite que les ressources communautaires ». Alors qu'auparavant, elles devaient seulement « ne pas croître plus vite ». Pour le chèque, ensuite, le paragraphe qui excluait dans le calcul de la contribution britannique les droits de douanes et les taxes sur les importations, a été purement

et simplement supprimé. On s'approche donc des calculs de Margaret Thatcher.

12 h 30 : Roland Dumas et ses homologues britanniques sont sortis du Conseil, pour parler de la contribution de l'Angleterre, du lait irlandais et des ressources propres. Pendant ce temps, François Mitterrand brode sur le thème de l'espace.

14 h : François Mitterrand a proposé un milliard à Mme Thatcher que celle-ci a refusé. La taxe sur les matières grasses a été définitivement écartée de la table. Sur l'augmentation de la TVA, on semble enfin être parvenu à un accord : elle sera portée à 1,4 % à partir de 1986 et à 1,6 % à partir de 1988. Les Anglais demandent toujours plus d'un milliard. Le dernier chiffre avancé tourne autour de 1,1 milliard. Les Dix partent donc déjeuner, en ayant fait de sérieuses concessions à Mme Thatcher.

15 h 30 : les Dix reprennent leurs discussions mais sans les avoir vraiment interrompues, s'étant fait servir des plateaux-repas dans la salle de réunion.

19 h : interruption de séance. Les Neuf auraient proposé à Margaret Thatcher un milliard de remboursement pendant cinq ans. C'est à prendre ou à laisser, ont-ils dit à la « dame de fer ». Après une demi-heure de réflexion, celle-ci est revenue avec une contre-proposition : un milliard la première année, 1 200 000 000 ECU pour 1984, 1 300 000 000 ECU pour 1985, etc.

22 h : des sandwiches ont été montés. Ça coince toujours sur la contribution britannique, les Allemands refusant d'augmenter leur participation alors que déjà ils sont les plus gros contributeurs net. La France, quant à elle, devrait accepter de payer près de 40 % du chèque.

22 h 30 : l'échec est consommé.

Théoriquement, l'accord est imminent.

18 h : clash du Premier ministre irlandais Garrett Fitzgerald vient de quitter la salle de réunion pour montrer son désaccord sur la question des quotas laitiers.

19 h : interruption de séance. Les Neuf auraient proposé à Margaret Thatcher un milliard de remboursement pendant cinq ans. C'est à prendre ou à laisser, ont-ils dit à la « dame de fer ». Après une demi-heure de réflexion, celle-ci est revenue avec une contre-proposition : un milliard la première année, 1 200 000 000 ECU pour 1984, 1 300 000 000 ECU pour 1985, etc.

22 h : des sandwiches ont été montés. Ça coince toujours sur la contribution britannique, les Allemands refusant d'augmenter leur participation alors que déjà ils sont les plus gros contributeurs net. La France, quant à elle, devrait accepter de payer près de 40 % du chèque.

DAILY EXPRESS	Daily Mail	Mirror	The Daily Telegraph	STANDARD
FINANCIAL TIMES	THE GUARDIAN	THE OBSERVER	THE TIMES	

Initial hopes die as Irish leader walks out

EEC summit ends without agreement

From Derek Brown in Brussels

The crucial European Community summit in Brussels ended without agreement last night.

The collapse followed Mrs Thatcher's refusal to back down over demands for substantial reductions in Britain's payments to the community budget.

Italian Prime Minister Bettino Craxi said afterwards: "Thatcher provoked the paralysis of the summit. Great Britain must take responsibility for this result."

Earlier, European leaders who had spent most of yesterday painstakingly building an impressive reform deal started dismantling it.

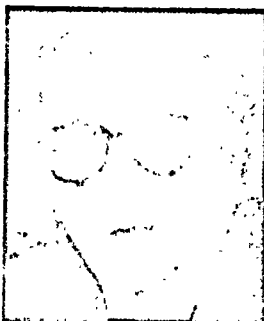
An extraordinary switch of mood from constructive optimism to bloody-minded bathos

saw Dr Garret FitzGerald stalk from the conference chamber in defence of national pride and milk production. Mrs Thatcher, meanwhile, was once more locked in combat about Britain's budget contributions.

In a couple of hours confident predictions of success and a new dawn for Europe gave way to gloomy forecasts of desperate, late-night efforts to rescue the summit from the kind of disaster which overtook the same leaders in Greece last December.

"Athens was easy to read, compared with this," said a British official as the talks dragged on two hours after the original latest deadline.

British officials refused to discuss figures on the budget



Garret FitzGerald: angered by other delegations

issue, which has sorely divided Europe for four years and brought real pain to three successive summits.

But Italian sources said that Britain had been offered a reduction in payments of £600 million a year for five years. This offer was apparently strongly backed by Germany, which is the only country, apart from Britain, which pays more to the Community than it receives. Germany also insisted that it would pay only a small share of any new British refunds—the others, Chancellor Kohl said, would have to pick up the bill.

The suggested reduction is a good deal less than it sounds. Mrs Thatcher had come tantalisingly close to winning more money on better conditions.

She came to Brussels wanting a 75 per cent reduction in British net payments, now running at £1.2 billion. Just as important, she wanted a new, fair shares system of contributions, with each country's payments linked to national prosperity.

Mrs Thatcher's opening claim was always subject to

negotiation. At one point, with a new budgetary system clearly in sight, the cash gap between claim and offer was down to less than £200 million.

Last night, Mrs Thatcher made further concessions. Her new bid for a budget breakthrough uncoupled payments from the principle of budget reform — at least for three years until a new system of Community funding could be put in place.

Mrs Thatcher said she would settle for £600 million this year, £650 million next year, and £770 million in 1986. By this time she would expect the new budget system to be in operation.

But the summit was always concerned with a package of measures, of which the British budget claim was only the most prickly. The 10 leaders also had to agree on spending curbs, particularly in agriculture, and raise the legal ceiling on Community revenue.

On this last they also skated dazzlingly close to an historic breakthrough. An outline agreement was reached raising the VAT levy in member states from 1 per cent to 1.4 per cent in 1986, and to 1.6 per cent in 1988.

Both increases would need the time-consuming consent of all 10 national parliaments. The summit discreetly avoided discussion, let alone decision, on the £2 billion which, at a conservative estimate, the Community needs to balance its budget this year.

The VAT decision was subject to agreement on the budget issue, for Mrs Thatcher had said so. But just as the heads of state and government seemed close to essential unanimity on an all-embracing package aiming at total reform

by 1986 Dr FitzGerald staged his walk-out.

Throughout the summit, he had insisted that Ireland should have unqualified exemption from the new milk production curbs set by farm ministers last Week. Through yesterday, he was offered steadily increasing concessions centring on a modest reserve of capacity not yet allocated to any particular state.

The Irish leader rejected all offers until the French presidency swept aside the farm ministers' formula and offered him a special deal: production set at 1983 levels, plus 5 per cent. That would give Ireland a clear million tonnes more than the Farm Council had originally suggested, but for one year only.

Dr FitzGerald was about to accept this uniquely generous offer, but the outraged reaction of other delegations forced his

hand. Denmark and the Netherlands were particularly incensed and Mrs Thatcher angered the Irish Prime Minister by remarking: "I thought we had come here to save money."

He walked out to confer with officials, leaving behind his Foreign Minister, Mr Peter Barry, to veto all other decisions.

For the next three hours, while the summit thrashed around the remaining issues, the massed ranks of diplomats, functionaries, press people and broadcasters outside sought enlightenment in vain. Press conferences and briefings were delayed or cancelled, rumours proliferated, and mild hysteria set in.

"The Belgians say the Irish have gone back," one bemused observer reported. "The Irish deny that they have gone back, and the Dutch say they never noticed the Irish had gone in the first place."

DAILY EXPRESS	Daily Mail	Mirror	The Daily Telegraph	Financial Times
FINANCIAL TIMES	THE GUARDIAN	THE OBSERVER	THE TIMES	

BRUSSELS SUMMIT FAILS

Thatcher blamed by EEC partners

By ALAN OSBORN

Common Market Correspondent in Brussels

THE vital Common Market Summit meeting collapsed last night amid disagreement over Britain's contribution to the EEC budget.

After 23 hours of talks Mrs Thatcher found herself isolated from the other EEC leaders but refused to back down from her basic position.

Failure of the Summit was confirmed by West German, Greek and Danish spokesmen after earlier indications that there was hope

of agreement.

Signor Craxi, the Italian prime minister, said to reporters: "Mrs Thatcher provoked the paralysis of the Summit. Great Britain must take responsibility for this result."

The Summit had earlier been plunged into confusion when Dr Garret FitzGerald, the Irish Minister, walked out in protest at the rejection of a scheme to protect Irish farmers from the effect of proposals to limit milk production.

Dr Fitzgerald left his Foreign Minister, Mr. Peter Barry, in charge with instructions to "agree to nothing."

Britain, Holland and Denmark had prevented the meeting endorsing a plan that would give Ireland a temporary exemption from the strict curbs that the Common Market Commission has proposed to reduce excess dairy production.

French plan considered

The walk-out came just as Mrs Thatcher was considering a new deal put forward by France to reduce Britain's contributions to the budget.

The new French budget proposal put forward by President Mitterrand after Mrs Thatcher had flatly rejected his earlier plan on Monday, provides for a cash refund to Britain of about £600 million a year for the next five years.

This compares with a net contribution by Britain to the EEC of £1.2 billion on an unadjusted basis this year.

Mrs Thatcher was reported to have rejected the new French scheme and made a counter offer.

Right up until last night, Mrs Thatcher had been insisting that the British payment into the EEC Budget should be that of a "modest net contributor" and, more specifically, linked to gross national product the generally accepted measure of a country's prosperity.

The rough figure which Mrs Thatcher put on the British net contribution at the Athens Summits last December was up to £300 million, based on an assessed net payment of about £1.2 billion.

The revised French scheme

puts the British net contribution at twice this amount.

Community foreign Ministers meeting immediately after the collapse, blocked a \$630 million budget refund due to Britain for 1983 in what diplomats described as direct retaliation for Mrs Thatcher's attitude.

The Prime Minister reacted quickly, telling reporters the British cabinet would discuss tomorrow whether to withhold London's payments to the Community budget.

Community officials said the summit was unable to bridge a gap between Mrs Thatcher's demands and what her partners were prepared to offer.

The summit had also failed to resolve other problems such as ways of controlling

runaway Community expenditure, and plans to dismantle a complex system of cross border farm taxes, the officials said.

The European Commission warned Community leaders before the summit that it might be the last chance for them to agree on key reforms necessary to prevent the EEC running out of money.

DAILY EXPRESS	Daily Mail	Mirror	The Daily Telegraph	THE ECONOMIST
FINANCIALTIMES	THE GUARDIAN	THE OBSERVER	THE TIMES	

Leaders fall out with EEC on brink of deal

From Julian Haviland and Ian Murray in Brussels

The European Community heads of government stumbled when success seemed to be in their grasp at the Brussels summit early yesterday evening.

Two days and a night of intensive negotiation had yielded progress on all related problems, notably control of the Community budget and the size of Britain's contributions to it. In return, there was provisional agreement on increasing the Community's resources by nearly £4,000m a year from 1986.

There was also sympathetic support for a proposal which would have allowed the Irish dairy industry to increase production, while other countries cut back. But before the Irish Taoiseach, Dr Garret FitzGerald, could accept the offer made to him by the French president from the chair, Mrs Margaret Thatcher and several other prime ministers objected to it so strongly that he walked out and refused to return.

From then on, it all began to unravel. West Germany, in apparent disregard of the principles on which a solution to Britain's budget problem had been canvassed by President Mitterrand since the start of the year, made an offer which was unacceptable to Britain.

Chancellor Kohl suggested a rebate to no more than £600m in each of the next five years, with no possibility of an extension. This would be a repayment of only half the British net contribution.

Apart from the fact that, in Mrs Thatcher's eyes, it was too

small, the British had made plain from the beginning that any solution must last as long as the budgetary problem lasts, and that payments should be related to each member country's national wealth.

The German intervention brought negotiations to a halt, but after an adjournment, the British returned to the table with a counter-proposal. Mrs Thatcher said she would accept a repayment of £600m this year and £750m in 1985 on condition that agreement was reached for a permanent corrective mechanism to be in place from 1986. But this proposal found no favour.

Dr FitzGerald argued that the Irish dairy industry should be allowed to grow by 40 per cent over the next five years, rather than be reduced at all. In response, the French presidency put forward a plan which would have allowed Ireland to increase production this year by a million tonnes more than provisionally agreed.

The marginal cost for the Community of disposing of this excess milk production is about £120m of which Britain would have to pay about 7 per cent.

Irish sources said that the Taoiseach would have accepted this compromise, with a half-promise of an extension in future years. But before he could respond, the Dutch, the Danes and Mrs Thatcher objected - and Dr FitzGerald walked out. He left his Foreign Minister, Mr Peter Barry, in the council to maintain a block on other agreements.

The other leaders got on

with arguing how to secure a reduction in Britain's net contributions and, at the same time, about a system to ensure that any change in Britain's favour would endure.

Officials had produced various formulae during the night and morning.

The opening positions on Monday were about £300m apart. President Mitterrand, in his preliminary diplomacy, had won the agreement to offer Britain a cut of about a half in net contributions, leaving about £600m to pay.

Mrs Thatcher had said at the Athens summit in December that she would pay no more than £300m and shocked the council on Monday by refusing to budge from that figure. To try to sweeten the atmosphere, a move was then made to reach provisional agreement in increasing the Community's resources - which most other countries have been desperate to do.

Here, Mrs Thatcher made a reluctant move from her position of refusing to even consider it until there was an agreement on her budget claim and stricter control of spending. After discussion, she agreed to support a move to increase the resources by upping the receipts from value added tax from 1 per cent to 1.4 per cent from 1986.

● Lisbon visit: Mrs Thatcher will visit Portugal from April 17 to 19, it was announced in London yesterday. She will be the first British Prime Minister to go there for more than 70 years.

Market Summit collapses in failure

MAGGIE'S DEAL IS WRECKED

error	The Daily Telegraph	RECORDS
SERVER	THE TIMES	Daily Mail

THE Common Market summit broke up in bitterness last night without agreement on its budget crisis.

At one stage, it seemed Mrs Thatcher was on the verge of getting the fair-shares deal she wanted.

But the meeting ended with Italian Premier Bettino Craxi telling reporters: 'Thatcher provoked the paralysis of the summit. Great Britain must take responsibility for this result.'

Things began to go wrong when Irish Premier Garret FitzGerald walked out of the Brussels meeting in a huff at not getting exemption for his farmers from general cuts in milk production.

The scene was astonishing. President Mitterrand of France, in the chair, rocked back aghast. But Dr FitzGerald stayed in his sulks, leaving his Foreign Minister Peter Barry to tell the others that Ireland would block every other draft agreement on the table.

The Irish protest then led to others creating further difficulties by setting out claims for special terms as well.

The ten-nation EEC operates at summit level by unanimity. So as long as Dr FitzGerald remained in the sulks all business in the Market was effectively halted.

His walkout came when a 14-page document capable of ending the financial crisis in the Market was on the table.

Inadequate

Mrs Thatcher refused inadequate compromise offers so many times that the Italians nicknamed her 'Madame Niet.'

But she held out for a settlement she knew she could sell to the Commons and the country.

The turning point in nearly breaking the deadlock came when she talked alone with President Mitterrand after he worked out a plan over breakfast with West Germany's Chancellor Helmut Kohl.

The final compromise was intended to enable President Mitterrand to fly to Washington today for talks with President Reagan as the spokesman for a really united Europe for the first time in five years.

In essence it provided a two-year guarantee of a fair rebate for Britain in 1984 and 1985, with an assurance that a new system of balanced budgets would come into force in 1986.

There would be strict con-

From JOHN DICKIE in Brussels

controls on farm spending and reform of the budget contributions so they were related to the capacity of members to pay.

Adjustments to Britain's payments would be calculated 'as a percentage of absolute gross domestic product in a Community of Twelve'—thus taking account of a change in the arithmetic when Spain and Portugal join the Ten.

Mrs Thatcher's own draft was skillfully incorporated into this guarantee to state that 'this percentage will vary according to the relative prosperity of each member state as indicated by its per capita GDP.'

Benefits

This would ensure that Britain's short-term benefits over the next two years would not be jeopardised by the enlargement of the EEC.

Mrs Thatcher was then able to talk about an increase in 'resources propres'—the Market jargon for revenue.

The French had pressed for doubling this from 1 per cent. of VAT takings in each member country to 2 per cent.

21. III. 1984

Datum:

S.: 2

SPRECHERGRUPPE/Presseauschnitte

BLICK DURCH DIE WIRTSCHAFT	Frankfurter Allgemeine	Frankfurter Rundschau	General-Anzeiger	Handelsblatt
DER SPIEGEL	STUTTGARTER ZEITUNG	Süddeutsche Zeitung	DIE WELT	Wirtschafts Woche
DIE ZEIT				

Nationaler Egoismus

Von Hermann Eich

Es ist schon ein Kreuz mit den Gipfelkonferenzen, wenn sie in der entscheidenden Phase immer mehr unter den Druck einer nationalen Interessenvertretung geraten. Der irische Ministerpräsident FitzGerald verließ die Brüsseler Konferenz, weil er für sein Land die vorgeschlagene Kürzung der Milchproduktion unerträglich findet. Für die britische Premierministerin Thatcher ist ein solches Treffen regelmäßig ein Stück handfeste Innenpolitik. Den Eindruck der Nachgiebigkeit glaubt sie sich vor dem heimischen Publikum nicht leisten zu können, das die Kontinentaleuropäer ohnehin mit Mißtrauen betrachtet. Dadurch wird der Weg zu einem Kompromiß unendlich erschwert. Aus der Sackgasse herauszufinden wird zu einer verzweifelten Anstrengung aller Politiker, die Europa nicht zu Bruch gehen lassen wollen.

Was man in der europäischen Tiefebene unter den zuständigen Ministern schafft, gelingt auch auf einer Gipfelkonferenz der Staats- und Regierungschefs. Diese Erfahrung schlen diesmal für einen glatten Erfolg in Brüssel zu sprechen, war doch vorher ein gemeinsamer Schritt bis hin zu einer Agrarpolitik der Vernunft getan worden.

Es wäre zu bequem, immer wieder und allein Frau Thatcher als den notorischen europäischen Störenfried zu beschimpfen. Angesichts der britischen Wirtschaftskalamitäten kann man verstehen, daß sie keine Lust hat, sich dem Zahlungsmechanismus der EG zu unterwerfen. Die Premierministerin sieht nicht ein, daß sie für den Bezug von billigeren Lebensmitteln – aus Neuseeland und Australien beispielsweise – bestraft werden soll, weil dann nach dem EG-Reglement der Differenzbetrag in die EG-Kasse abzuführen ist. Den britischen Steuerzahler zu belasten, weil der Inselstaat nun einmal keine Landwirtschaft mit subventionsträchtigen Überschüssen unterhält, grenzt vollends ans Absurde.

Die EG-Partner zeigen darum auch Verständnis für Frau Thatchers partielle Zahlungsverweigerung. Wegen der Höhe des Schecks, den sie vom Gipfel in Form einer Beitragsrückgewähr wie eine Siegestrophäe nach Hause mitnehmen kann, kommt es aber regelmäßig zu einem peinlichen Feilschen. Über den Häuption der verdrossenen EG-Partner scheint dann

der Geist des Generals de Gaulle zu schweben, der vorausgesagt hatte, die Briten würden wegen ihrer außereuropäischen Bindungen und Verbindungen immer ein Fremdkörper in der Gemeinschaft der kontinentalen Europäer sein. Die Mehrheit der Staats- und Regierungschefs ist allerdings immer noch der Meinung, daß es besser ist, die Briten stünden in als außerhalb der EG. Der Ansicht ist bis zur Selbstverleugnung der deutsche Bundeskanzler.

Die sich abzeichnende Bilanz für den deutschen Steuerzahler ist unerfreulich. Die deutschen Bauern sollen mit rund zwei Milliarden für den Wegfall des sogenannten Grenzausgleichs entschädigt werden. Die Eigenfinanzierung der EG – zur Vermeidung einer Kassenpleite – wird über eine in die Milliarden gehende Erhöhung des Anteils an der nationalen Mehrwertsteuer verbessert. Die Beitragsrückerstattung für Großbritannien soll teilweise aus dem deutschen Etat bestritten werden. Wenn Spanien und Portugal in die Gemeinschaft eintreten, sind höhere deutsche EG-Beiträge fällig. Die weniger zahlungswilligen EG-Partner verlassen sich darauf, daß die Deutschen nichts so sehr scheuen wie den Ruf, schlechte Europäer zu sein. Sie zahlen lieber.

Bundeskanzler Kohl wollte auf dem Brüsseler Gipfel dem Grundsatz von Geben und Nehmen mehr Geltung verschaffen. Unverändert bilden indessen die Deutschen, berücksichtigt man den angeforderten britischen Rabatt, als Netto-Zahler die einsame Spitze. Das Versprechen, bei besonderen Haushaltsbelastungen könnte auch Bonn aus der Europa-Kasse eine Rückzahlung beanspruchen, ist ein nur unsicher gedeckter Wechsel auf eine bessere Zukunft der überbeanspruchten deutschen Steuerzahler. Für die Deutschen, so versicherte Kohl am Rande der Gipfelkonferenz, gebe es keine Alternative zu Europa. Das ist sicher richtig, doch wird durch eine solche Festlegung ohne Abstriche der Spielraum für Auseinandersetzungen mit einer Premierministerin eingeengt, die ihrerseits weiß, daß viele Briten einen Austritt aus der EG nicht für ein nationales Unglück halten würden. In dem Geist hat Frau Thatcher die Brüsseler Konferenz platzen lassen.

21. III. 1984

SPRECHERGRUPPE / Presseauschnitte

Datum:

s.: 1

BLICK DURCH DIE WIRTSCHAFT	Frankfurter Allgemeine	Frankfurter Rundschau	General-Anzeiger	Handelsblatt
DER SPIEGEL	STUTTGARTER ZEITUNG	Süddeutsche Zeitung	DIE WELT	Wirtschafts Woche

„Lieber dreimal verhandeln als Europa aufgeben“

In Brüssel ging es gestern um die Zukunft Europas. Das Motto lautete: Eine gegen alle. Margaret Thatcher rang um Britanniens Geld und verärgerte sämtliche Partner. Doch weder François Mitterrand noch Helmut Kohl wollten aufgeben.

Von BERNT CONRAD

Gestern morgen um 1.30 Uhr hatte Europa den Rubikon erreicht. „Verständigung oder Fiasko“, lautete die Schicksalsfrage nach mehr als zehn Stunden zermürbender Debatten, zunächst in der ersten Arbeitssitzung des Brüsseler Europa-Gipfels und dann beim Abendessen im Val Duchesse, das den Teilnehmern trotz delikater Speisen schwer im Magen lag. Eine gegen alle, Margaret Thatcher gegen den Rest der Gemeinschaft – in dieser Frontstellung verharrte die EG unmittelbar vor dem Abgrund.

Bundeskanzler Helmut Kohl und seinem Außenminister Hans Dietrich Genscher sah man weder Streß noch Dramatik an, als sie um 1.42 Uhr fast fröhlich in ihrem Quartier, dem Hotel „Amigo“, erschienen. „Sie sind ja gar nicht müde“, meinte ein Journalist verblüfft. „Müde – was ist das?“, fragte Genscher blinzeln zurück. „Jede Sitzung stimuliert auf ihre Weise“, fügte er hinzu. Kohls Kommentar: „Das kann man nur mit Humor machen.“

Es war Galgenhumor. Denn die Deutschen ließen keinen Zweifel daran, daß der Streit um Haushaltsausgleich und Agrarkosten höchst unerfreulich, ja deprimierend verlaufen war. Daran hatte auch die souveräne Verhandlungsleitung des französischen Staatspräsidenten François Mitterrand nichts ändern können.

Anders als am gescheiterten Athenener EG-Gipfel waren die Teilnehmer in Brüssel am Montagnachmittag sofort in medias res gegangen, das heißt, sie hatten ohne Verzug jene Zentralfragen angepackt, die Europa schon unter der Akropolis zu zersprengen drohten. Daß man sich darauf konzentrieren konnte und nicht an einem komplizierten Problemgerümpel herumzerren mußte, war nach Bonner Darstellung der umsichtigen Vorbereitung durch die französische

EG-Präsidentschaft zu verdanken. „Hier in Brüssel konnten wir rasch die noch verbleibenden Probleme (Agrarpaket, EG-Einnahmen, Ausgleichszahlungen) identifizieren. In Athen waren wir ständig wie Feuerwerkskörper von Tisch zu Tisch gesprungen“, meinte ein deutscher Teilnehmer.

Doch die Konzentrierung auf das Wesentliche hielt die „eiserne Lady“ aus England keineswegs davon ab, immer wieder mit metallischer Stimme „nein“ zu sagen. Das galt sogar für das von den Landwirtschaftsministern am letzten Samstag geschnürte Agrarpaket. Genscher schlug den Gipfel-Kollegen vor, dieses Paket jetzt unverändert anzunehmen. Mitterrand stimmte ihm zu: „Ja, das sollten wir tun.“ Margaret Thatcher aber blockte ab: „Nein, das geht nicht.“ Dahinter stand offensichtlich ihr Wunsch, Milch, Oliven, Tomaten und andere im Überfluß vorhandene Le-

bensmittel als „Manövriermasse“ beim Tauziehen um Englands Finanzansprüche im Spiel zu lassen.

Helmut Kohl wandte sich strikt gegen alle Modifikationen des Agrarkompromisses. Das irische Problem allerdings sollte nach seiner Ansicht gelöst werden. Dabei geht es um Dublins Wunsch, mehr Milch als EG-weit erwünscht, produzieren zu dürfen. Garret Fitzgerald, Irlands Premierminister, kämpfte wie ein Löwe für seine Farmer, deren Schicksal für das Wohlergehen der „grünen Insel“ von entscheidender Bedeutung sei.

Das aber wollte die britische Regierungschefin nicht einsehen. Nach ihren Worten sollte es keine Sonderregelung für irgend jemanden geben. Und wenn schon, dann müßten auch die (zu Britannien gehörenden) nordirischen Bauern berücksichtigt werden.

Hier nun brach die traditionelle englisch-irische Feindschaft zwar unblutig, aber milchgetränkt in aller Schrofheit aus. „Wir sind in der Debatte nicht gerade bis zur Schlacht von Hastings zurückgegangen, doch wir haben einen ziemlich tiefen Griff in die Geschichte getan. Es gab ja nicht nur Engländer, die in Irland landeten, sondern auch normannische und dänische Herzöge, die nach England kamen“, protokollierte ein Bonner Teilnehmer. Nach Einschätzung Kohls wäre die derart heftig gerührte Milch allerdings am wenigsten Anlaß zu einem „Beinbruch“. Schwere wogen die Finanzen – die Einnahmen und die Rückzahlungsforderungen der Briten. Darüber nun ließ Maggie Thatcher vom mittäglichen Lunch bis nach Mitternacht überhaupt nicht mit sich reden. Sie stellte exakt jene Forderungen an den EG-Topf, die ihr in Athen von den Partnern abgelehnt worden waren. Zu den langfristigen Lösungsvorschlägen der Franzosen meinte sie kühl, deren Logik könne sie nicht überzeugen. „Ich denke strikt praktisch. Nur das Ergebnis des Systems zählt“, stellte die Premierministerin apodiktisch fest.

Eine - nach Augenzeugenberichten - „wilde Debatte“ entbrannte. „Außerordentlich krasse Gegensätze“ erhitzen die Gemüter. Präsident Mitterrand bemühte sich mit großer Geduld um Frau Thatcher. Aber schließlich platzte auch ihm der Kragen: „Ich dachte, Sie seien hierher gekommen, um einen Versuch der Verständigung zu unternehmen“, rief er der Britin enttäuscht zu. Ministerpräsident Poul Schlüter aus Dänemark nannte Frau Thatchers Verhandlungsmethode „enttäuschend“ und sehr wenig europäisch“. Ein Ire schimpfte: „Völlig unflexibel.“ Demgegenüber beteuerte ein britischer Sprecher: „Wir verhandeln, um uns zu einigen.“

Bis zum gestrigen frühen Morgen spürten die anderen Partner wenig davon. Daß Margaret Thatcher zu jenen gehörte, die für eine vorgezogene Erhöhung der Mehrwertsteuerabgabe an die Gemeinschaft plädierten, erschien angesichts ihrer eigenen Geldwünsche durchaus logisch. Damit aber war Helmut Kohl nicht einverstanden. Er bestand darauf: „Im Stuttgarter Paket ist eine Erhöhung der EG-Einnahmen erst zum 1.1.1986 im Zusammenhang mit der Mitgliedschaft Spaniens und Portugals vorgesehen.“

Als das alles nichts nutzte und die Gipfelteilnehmer gestern früh übernächtigt ihren Hotelbetten zustrebten, sprach der Bundeskanzler von einer „außerordentlich kritischen Lage“. Doch der Pfälzer ließ sich nicht zu Attacken gegen seine britische Amtskollegin hinreißen, denn das hätte nach seiner Ansicht nur noch mehr Porzellan zerschlagen. Kohl sah seine Aufgabe darin, nach allen Seiten gesprächsbereit zu bleiben. Dabei bewies er eine Detailkenntnis und Versiertheit, die man früher gelegentlich bei ihm vermißt hatte. Auch kritische Beobachter mußten zugeben: Helmut Kohl war in Brüssel tatsächlich in Europa-Form.

Deshalb war er nach Angaben aus der Bonner Delegation zu kritischer Nachtstunde auf bohrendes Befragen

keinesfalls bereit, für den Fall eines Scheiterns den Untergang Europas zu prophezeien. „Wir haben doch gar keine Alternativen. Was wir brauchen, ist ein nicht zu überbietendes Maß an Geduld. Lieber noch dreimal verhandeln als Europa aufgeben“, sagte der Kanzler mit Nachdruck.

Natürlich konnten er und sein Außenminister in dieser kritischen Phase den Gedanken an andere Wege zur europäischen Einigung nicht einfach beiseiteschieben. Von beiden war schon früher die These zu hören, es gäbe es einen Punkt, an dem man allen Partnern sehr ernst die Gretchenfrage stellen müsse: „Wie soll es weitergehen mit der Entwicklung der EG? Ist das Ziel nur ein Zollverein oder eine politische Gemeinschaft? Hat denn ohne eine Stärkung der Institutionen das ganze Tauziehen um die Finanzen einen Sinn?“

Aus den Antworten darauf könnte sich die Konsequenz ergeben, Europa nur mit jenen zu verwirklichen, die es tatsächlich wollen. Als Kernzelle einer derartigen politischen Konzentration böte sich eine deutsch-französische Union an, über die Kohl und Mitterrand unter vier Augen offenbar schon intensiv diskutiert haben.

Aber der Kanzler hat diese Perspektiven in Brüssel nicht etwa als Hammer benutzt, um die „eiserne Lady“ weichzuklopfen. Im Gegenteil: er sieht darin allenfalls eine Ultima ratio, wenn gar nichts anderes mehr läuft. Als Druckmittel sind solche Erwägungen in seinen Augen untauglich oder gar kontraproduktiv. Deshalb bemühte sich Kohl - bei allem Verdruß - um Verständnis für Frau Thatcher. Er weiß, daß nicht nur finanzieller Egoismus, sondern auch ein ungebrochenes Nationalbewußtsein und ein noch immer starkes Insel-Empfinden Englands Verhältnis zum Kontinent komplizierter machen als Deutschlands natürliche proeuropäische Interessenlage. „Wenn doch Maggte bloß ebensoviel Einfühlungsvermögen uns gegenüber anbrächte“, seufzte ein Bonner Diplomat.

Brüsseler EG-Gipfel: Zwischen Zuversicht und Bitternis

Das große Geduldsspiel im Charlemagne

Wie sich Premierministerin Margaret Thatcher durch ihre harte Haltung zur zentralen Figur des Treffens der Regierungschefs gemacht hat

Von unserem Redaktionsmitglied Udo Bergdoll

Frankfurter Allgemeine	Frankfurter Rundschau	General-Anzeiger	Handelsblatt
STUTTGARTER ZEITUNG	Süddeutsche Zeitung	DIE WELT	Wirtschafts Woche

Brüssel, 20. März

Um Mitternacht wollten die neun Herren und die Lady Schloß Valle Duchesse längst wieder verlassen haben, längst in ihre Brüsseler Quartiere zurückgekehrt sein. Doch die Staats- und Regierungschefs, die sich nach dem Scheitern des Athener Gipfels im letzten Dezember nun zu ihrer 28. Ratssitzung versammelt haben, um einen Weg aus der Krise der Gemeinschaft zu suchen, sitzen nach ein Uhr noch immer zusammen.

Das gemeinsame Abendessen hatte mit zweistündiger Verspätung begonnen, weil man alle anstehenden Probleme erst einmal am Konferenzisch im Charlemagne-Gebäude des Ministerrates durchsprechen wollte. Doch je länger die Neun und Margaret Thatcher, Großbritanniens energische Premierministerin, miteinander reden, um so schroffer wird der Ton, um so verfahrenere die Lage. Als nichts mehr zu sagen übrigbleibt, schnappt die „Eiserne Lady“ ihre Handtasche und verläßt als erste das Schloß. Helmut Kohl weiß zu dieser späten Stunde nicht, ob er Genugtuung oder Schrecken empfinden soll. Plötzlich ist Wirklichkeit geworden, was Bonner EG-Diplomaten vorausgesehen hatten: Die Neun stehen zusammen, Großbritannien hat sich absondert. Ist das der Anfang vom Ende der britischen Mitgliedschaft? Wird die Gemeinschaft noch stärker in den Strudel der Krise geraten? Wird die Ratlosigkeit von Athen auch den Brüsseler Gipfel scheitern lassen?

Der Ehrgeiz des Kanzlers

Niemandem der auf Schloß Valle Duchesse Verbliebenen ist diese Situation geheuer. François Mitterrand, der französische Staatspräsident sowie Ratspräsident des ersten Halbjahres, kündigt seinen Kollegen an, bis zehn Uhr, bis zur Wiederaufnahme der Gespräche im Charlemagne-Gebäude werde er ein neues Papier ausarbeiten lassen, das den Stand der Beratungen festschreibt, das erkennen läßt, in welchen Fragen noch eine Einigung möglich ist und in welchen nicht. Der Bonner Bundeskanzler, der seinen persönlichen Ehrgeiz darin gesetzt hatte, das Ratstreffen so gut vorbereiten zu helfen, daß eine Katastrophe wie in Athen nicht mehr eintritt, beschließt, die Flinte noch nicht ins Korn zu werfen. Schon während der letzten drei Stunden, als deutlich wurde, daß Frau Thatcher nach Brüssel gekommen war, um unbeirrt rein britische Interessen durchzusetzen, ist dem Bundeskanzler zur Gewißheit geworden, daß sich die Zehnergemeinschaft doch sehr bald die grundsätzliche Frage stellen muß, was die EG künftig sein soll: Zollverein, Freihandelszone oder ein politisch integriertes Europa. Der Streit um die Milch, den die Iren nach der Einigung der Agrarminister in Brüssel neu entfachten, das Feilschen Frau Thatchers um jeden Penny sind für Kohl trotz allen Ärgers nur unbedeutende Marginalien.

In der deutschen Delegation wird an diesem Abend kaum mehr über Mehrwertsteueranteile, Nettozahlungen oder Garantieschwellen gesprochen, sondern Grundsätzliches erwogen. Für Helmut Kohl rückt die Möglichkeit näher, mit Frankreich notfalls allein weiterzumachen. Aber das geht so auch nicht. Die Belgier, in deren Hauptstadt Europa zu Gast ist, wollen unbedingt dabeisein, wenn die politische Integration in Angriff genommen wird. Die Alternative zum Scheitern der EG ist der Nationalstaat, den der Bundeskanzler ablehnt. So heißt die Parole, die er spät nach Mitternacht ausgibt: „Wir müssen ein nicht zu überbietendes Maß an Geduld aufbrin-

gen.“

Helmut Kohl ist überzeugt, daß schon in naher Zukunft, möglicherweise von der DDR ausgehend, die Deutschen erneut in nationale Ausweitung geraten könnten. Er will den Iren und Griechen nicht anlasten, daß sie offenbar noch nicht wie Deutsche und Franzosen bemerkt haben, an welcher gefährlichen Weggabelung Europa angekommen ist. Der Zweierbund mit Frankreich erscheint ihm nur als „Ultima ratio“. Kohl ist bereit, auch weiterhin stundenlang Margaret Thatcher auf EG-Ratssitzungen zu ertragen, wenn es Europa helfen sollte. Die EG und die Westbindung - für Helmut Kohl ist das ein unabdingbares Stück „Staatsräson der Bundesrepublik“.

Diese Gedanken gehen dem Bundeskanzler durch den Kopf, als er gegen 1.40 Uhr gemeinsam mit Außenminister Hans-Dietrich Genscher in der Halle des Hotels „Amigo“ in die Kissen eines bequemen Zweiersonfas sinkt. Den Journalisten fällt auf, daß sich Kohl im schwierigen EG-Gelände mittlerweile ziemlich gut auskennt. Ungeahnt ist auch, daß der Bundeskanzler über Details und über große Linien redet, ohne daß sich der Außenminister wie sonst nervös über Erdnüsse hermacht. Hans-Dietrich Genscher, blaß und übermüdet, aber allen widersprechend, die meinen, daß Brüssel nur noch in einem zweiten Athen enden kann, nickt unaufhörlich zu Kohls Worten, besonders intensiv, als der Bundeskanzler an europäische Fehlentwicklungen nach dem Ersten Weltkrieg und deren Folgen erinnert. Es fallen die Namen Stresemann und Briand, die auf dem richtigen Weg gewesen seien. Es wird auch an Locarno erinnert. Genscher nickt immerzu.

Kohl drückt sich ohne die sonst üblichen Superlative aus, vermittelt den Eindruck, betroffen, erschöpft, aber nicht mutlos zu sein. Was der Kanzler und der Außenminister über die noch verbleibenden Aussichten der Ratstagung vertraulich andeuten, bringt ein Diplomat der Bonner Delegation hinter vorgehaltener Hand auf den ernüchternden Begriff: „Verteufelt schlecht“.

Man war sich am ersten Tag in Brüssel sogar einig darüber, daß die Agrarausgaben der Gemeinschaft nicht stärker steigen dürfen als die Einnahmen - für die EG, die größte Bürokratie der Welt, durchaus keine Selbstverständlichkeit. Auch das irische Milchproblem schien nicht unlösbar zu sein, unlösbar war bis zu Frau Thatchers Abgang nur das britische Problem. Die „Eiserne Lady“ will nur noch ein Drittel des bisherigen britischen Nettobeitrags leisten. Statt 4,5 Milliarden Mark sollen künftig knapp eine Milliarde Mark an Brüssel abgeführt werden. „Das ist absurd“, war aus allen anderen Delegationen zu hören. Um diese Frage drehte sich dann auch alles bei den Kamingsgesprächen. Aus Mitterrands angekündigtem Communiqué könne hervorgehen, mutmaßte Hans-Dietrich Genscher, „daß neun der zehn Länder sich einigen können“. Aber auch dann wäre, da in der EG das Prinzip der Einstimmigkeit herrscht, der Gipfel erneut geplatzt.

Kleinlaut und übervorsichtig

Dabei hatte der erste Tag der Ratssitzung sehr zuversichtlich begonnen. Als sich die Regierungschefs gegen 13 Uhr zu Tische begaben, stimmten die Deutschen die diesmal noch zahlreicher als sonst erschienenen Journalisten auf vorsichtigen Optimismus ein. Regierungssprecher Jürgen Sudhoff sprach von einer guten Grundlage für das Gelingen. „Aus Bonner Sicht

haben die Agrarminister ausgezeichnet gearbeitet.“ Das Milchproblem sei gelöst, Garantieschwellen seien festgesetzt, Preissteigerungen gebremst, alles in allem habe man ein akzeptables Paket vorgelegt. Die große Hürde des Währungsausgleiches sei ebenfalls aus dem Weg geräumt. Die Deutschen lobten bereits François Mitterrand, der den Gipfel so hervorragend vorbereitet habe. Wenn jetzt auch noch die Briten das Prinzip „Geben und Nehmen“ beherzigten, sagte Sudhoff, könnten sich die Regierungschefs verständigen.

Und Maggie? Noch am 8. März war Frau Thatcher vor britischen konservativen Abgeordneten des Europäischen Parlaments auf einem Privatbankett in London aufgetreten, als fühle sie sich im Ministerrat als der einzige Mann unter lauter Weichlingen: „Ich möchte die Risse nicht oberflächlich kitten. Ich möchte sie beseitigen. Das heißt: keine Pfuscherei, keine Kompromisse, nur um die paar nächsten Wochen zu überbrücken, sondern realistische, dauerhafte Lösungen.“ Die Begleitmusik der britischen Diplomatie war in zwei Tonlagen zu hören: Einmal, daß die Lady eisern bleiben wolle, daß sie unter dauerhafter Lösung zuallererst eine dauerhafte Senkung des britischen Beitrags verstehe und von dieser Forderung unter keinen Umständen abgehen werde. Zum anderen aber verbreiteten Londoner Diplomaten die Parole: „Wir wollen kein Fiasko.“

Nach zwei Stunden Mittagessen und ersten Beratungen verkündete der französische Regierungssprecher Michael Vauzell hoffnungsvoll: „Die Atmosphäre ist gut.“ François Mitterrand schien ein umsichtiger und höflicher Diskussionsleiter zu sein. Der Ratspräsident, der sich seit Athen mit allen Regierungschefs getroffen hatte, kam der britischen Regierungschefin bei der Tagesordnung entgegen. Wie es der Wunsch der Lady war, sollte zuerst über die Finanzdisziplin und dann über die Senkung des britischen Beitrags gesprochen werden. Während sich die übrigen Delegationen zurückhielten, erschien der Londoner Regierungssprecher Bernhard Ingham alle halbe Stunde vor der Presse, um jedes einzelne Wort seiner Chefin weiterzugeben. „Es ist Zeit zum Handeln, zu starkem Handeln“, habe Frau Thatcher gemahnt. An diesem Tag ist sie von der Times aufgestachel worden, knochenhart zu bleiben. „Keine Auseinandersetzung wie in Athen“, stellte Ingham fest. Nicht nur Frau Thatcher halte den Schlüssel zum Erfolg in der Hand. Es werde noch eine enorme Arbeit kosten, „bis zehn Schlüssel gemeinsam die EG-Reform-Tür öffnen.“

Um 18.30 Uhr stolperte Bernhard Ingham sprachlich über die Lady. Er hatte noch griechische und italienische Namen auf der Zunge, als er eine neues Statement der Chefin weitergeben wollte und nur ein „Tatchi“, dann ein „Fatschi“ herausbekam. Als Routinier war Ingham mit einem Scherz aber sofort wieder Herr der Situation. „Da sieht man, was der Gemeinsame Markt so alles mit einem anstellt.“ Rechtzeitig vor Redaktionsschluß erfuhren die britischen Zeitungen dann noch: Maggie sei nicht bereit, sich auch nur einen Zentimeter von der bisherigen Position fortzubewegen.

Um 19 Uhr stolperte dann noch einer, diesmal war es der deutsche Regierungssprecher. „Die ganze Sache hängt wieder am Namen Thatcher“, berichtete Jürgen Sudhoff der Presse. Die britische Regierungschefin sei „völlig uneinsichtig und unflexibel“. Bislang sei deshalb auch die Aussprache „nicht sehr gut gelaufen“. Frau Thatcher wolle erst über das Agrarpaket sprechen, wenn die eigene Sache geklärt sei. Aber das habe man ja erwarten können. Die Stimmung schlug um, die Krise wurde eingeläutet.

Sudhoff tauchte erst gegen 21.20 Uhr wieder auf, später als alle anderen Sprecher, kleinlaut übervorsichtig formulierend. Er sei mißverstanden worden, entschuldigte er sich. Was er über Frau Thatcher gesagt habe, sei nicht die Bewer-

tung der deutschen Delegation. Schließlich entschuldigte er sich noch einmal: Die Einschätzung, die er wiedergegeben habe, und zwar vertraulich, sei „aus dem Bereich der Teilnehmer über uns gekommen“.

Besonders böse waren die Iren gewesen. Frau Thatcher hatte ihnen rundheraus das Recht auf eine Sonderbehandlung in der Frage der Milchquoten abgesprochen. Vorteile für die Iren müßten, wenn überhaupt, auch für das britische Nordirland gelten. Ministerpräsident FitzGerald warf daraufhin seiner Kollegin aus London vor, die Briten hätten schon immer versucht, die Iren kleinzuhalten. Das gelte auch für die Milchproduktion. Für ein paar Minuten war die Zehnerrunde der Staatspräsidenten und Regierungschefs gezwungen, das Drama der irischen Teilung nachzuempfinden, bis weit in die Geschichte zurück, bis zu Cromwells Tagen. „Die wären beinahe aufeinander losgegangen“, berichtete ein Augenzeuge.

Einige Ministerpräsidenten nahmen nun kein Blatt mehr vor den Mund. „Die britische Position ist enttäuschend und sehr wenig europäisch“, kritisierte der Däne Poul Schlüter. Es sehe so aus, als habe Frau Thatcher eine „nur sehr geringe Bereitschaft für notwendige Zugeständnisse“. Der Italiener Bettino Craxi hielt später Margaret Thatcher vor, sie habe die Gelegenheit gesucht, sich mit der ganzen Welt anzulegen. Es bestehe „das Risiko, daß wir die Dinge an dem Punkt verlassen, wo sie jetzt sind“. Der Regierungschef eines mitteleuropäischen Landes, der nicht genannt werden will, seufzte: Mitterrand habe eine „ungeheure präsidientielle Geduld“ mit der kratzbürstigen Lady. Der französische Präsident selbst gab schließlich seine Zurückhaltung auf und mahnte die britische Regierungschefin: „Wir sind alle mit dem Willen gekommen, Zugeständnisse zu machen. Wenn man nicht kompromißbereit ist, bräuchte man nicht hierher zu kommen.“

„Ein Sündenfall schon“

Zu diesem Zeitpunkt war bereits entschieden, daß die britische Regierungschefin dem französischen Staatspräsidenten das Konzept verdorben hatte, nach einer Einigung über die aktuellen Streitfragen in Brüssel auch schon den nächsten Gipfel Ende Juni in Paris vorzubereiten. Bei diesem Treffen will sich nämlich der französische Präsident mit einem „politischen Impuls“ verabschieden, der stark genug sein soll, den europäischen Einigungsprozeß nach all den Rückschlägen wieder ein Stück voranzutreiben. Doch das hartnäckige Pokern Frau Thatchers ließ den Regierungschefs keine Zeit, sich künftigen Aufgaben zuzuwenden.

Am Dienstag, früh um 10 Uhr, ist das irische Problem so gut wie gelöst. Die Milchreserve von 600 000 Tonnen wird um 300 000 Tonnen aufgestockt. Die Iren, bei denen die Milcherzeugung acht Prozent des Bruttosozialprodukts ausmacht, müssen ihre Produktion nicht einschränken. „Ein Sündenfall schon“, heißt es bei den Deutschen, aber um Europas willen wohl unvermeidlich. Die Bonner Wünsche nach einer Sicherung gegen unkalkulierbare finanzielle Belastungen – die Bundesrepublik trägt den EG-Haushalt zu einem Drittel – sind bei der Festlegung der Kriterien für den britischen Beitrag von der französischen Präsidentschaft im neuen Communiqué-Entwurf berücksichtigt worden. Der Abbau des Grenzausgleichs und die Erhöhung der Eigenmittel der Gemeinschaft kosten Bonn ja immerhin schon sechs Milliarden Mark.

Obwohl der französische Präsident mit dem neuen Papier den Briten entgegengekommen ist, gilt noch immer die nächtliche Feststellung eines Regierungschefs: „Kein Land in Sicht“ Hans-Dietrich Genscher aber beharrt: „Das Treffen ist keineswegs gescheitert.“

<i>Avanti!</i>	CORRIERE DELLA SERA	Espresso	il Giornale	Il Messaggero
il Mondo	MONDO ECONOMICO	LA NAZIONE	Panorama	IL POPOLO
la Repubblica	24 ORE IL SOLE	LA STAMPA	l'Unità	IL TEMPO

A Bruxelles un nuovo insuccesso indebolisce la Comunità economica

FALLITO IL VERTICE DELLA CEE

La Gran Bretagna si allontana dall'Europa - Craxi: «Il governo di Londra porta tutta la responsabilità della gravissima situazione» - La Thatcher ha rifiutato ogni ipotesi di compromesso sul rimborso di 2000 miliardi - Appare difficile prevedere come e quando i Dieci potranno tentare il superamento della crisi

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

BRUXELLES — Il Consiglio europeo è fallito. La signora Thatcher è stata isolata. Non ha ottenuto il rimborso che aveva chiesto con tanta insistenza. Questo il primo commento, a caldo, del presidente Craxi: «Dopo l'ostinato rifiuto di tutte le proposte di compromesso, Margaret Thatcher ha ottenuto il bel risultato di provocare la paralisi delle decisioni del Vertice».

Come Atene, quindi, perché si riaffaccia l'Europa del silenzio, quella che non è capace di decidere. Peggio di Atene, però, perché questa volta non si tratta di una crisi meccanica ma di una vera e propria crisi politica, la più dolorosa nella storia della Comunità europea.

Potrebbe anche significare, ma è presto per dirlo, l'abbandono della Gran Bretagna, un Paese che non s'è mai integrato, che ha giocato la sua partita comunitaria sempre sul terreno dell'ostilità.

Il colpo di scena della rottura si è prodotto verso le undici di sera, dopo una giornata convulsa. E dopo una incredibile partita di poker fra Margaret Thatcher e gli altri capi di governo della CEE sull'entità del rimborso da assegnare alla Gran Bretagna per appianare i suoi squilibri di bilancio.

Al tavolo verde, dopo tante vittorie, questa volta la signora Thatcher ha perduto. Non solo, come ha detto Craxi, ha innalzato il muro dell'ostinazione, ma nessuno sembra adesso disposto a fare marcia

indietro e a cedere alle pretese degli inglesi.

Ha continuato Craxi: «Il governo britannico porta per intero le gravissime responsabilità del fallimento, essendosi sottratto alla regola del Consiglio europeo che è quella della comprensione reciproca, quella della disponibilità a ricercare il compromesso e gli accordi ragionevoli ed equilibrati».

«Rispetto ad Atene — ha continuato il presidente del Consiglio — molte questioni durante questi due giorni sono state risolte, e potevano essere adottate decisioni difficili ma essenziali. Su tutte le materie discusse si era arrivati a un complesso di decisioni che per molti versi costituivano una conclusione positiva. Ma la questione del contributo britannico non è stata risolta perché il rifiuto della signora Thatcher alle proposte ripetutamente formulate è stato netto. Gli altri Paesi della CEE avevano raggiunto un'intesa fra di loro e hanno fatto blocco contro le pretese della delegazione britannica».

«Era stato raggiunto un accettabile grado di convergenza anche su molte questioni che ci stavano a cuore. Resta ora da vedere che cosa fare. Credo che il Consiglio europeo non sarà convocato a breve scadenza: difficilmente nove delegazioni che hanno urtato contro il muro dell'ostinazione sono disposte oggi a rendergli omaggio».

Arturo Guatelli

I DANNI PER L'ITALIA

I risultati delle riunioni di Bruxelles dei dieci «personaggi in cerca d'autore» sono destinati a fare emergere chiaramente dei guai molto seri per alcune capitali dei Paesi della CEE e purtroppo anche un prevedibile amaro malcontento nelle nostre campagne destinate a pagare le spese del rifiuto totale dei nostri ormai famosi venti punti, malgrado la tenace difesa del ministro Pandolfi, osteggiato e isolato dalla coalizione nordica in modo veramente irreversibile.

Mitterrand coscienziosamente, come presidente di turno della CEE, aveva cercato di preparare il terreno, che dopo Atene si presentava con fertilità «zero», sperando che la parte tecnica più importante sarebbe stata conclusa nei lavori preli-

minari, per lasciare alle sedute plenarie da lui presiedute soltanto i problemi politici più importanti. Invece l'accordo sul problema della produzione e del prezzo del latte e quello dei prezzi della prossima campagna agricola non hanno dato l'avvio a quella soluzione globale del problema, già definito a Stoccarda nel giugno 1983 «o tutto o niente», e il tutto non era soltanto la politica agricola, ma l'allargamento della CEE alla Spagna e al Portogallo; e soprattutto la soluzione del problema più delicato ed importante, cioè in definitiva, la riduzione del contributo pagato e da pagare preteso dall'Inghilterra, questione questa che per il carattere della signora Thatcher non ha mai lasciato soverchie illusioni.

La CEE, com'è ora purtroppo, non rappresenta un problema politico ma un «pool» e una stanza di compensazione soltanto mercantile fra dieci Paesi nei quali i singoli delegati sono portati a difendere soprattutto gli interessi di cui sono i rappresentanti, piuttosto che il problema generale e vitale della CEE. Cosa ne sarà di questo organismo è oggi difficile prevedere.

Per i lettori che non abbiano a fuoco tutti gli elementi determinanti del dare e dell'avere del bilancio della Comunità dei Dieci vorrei ricordare quanto segue. Le entrate della Comunità sono rappresentate:

1. Per ben circa la metà dai versamenti raccolti nella misura dell'1 per cento dell'IVA da parte di tutti i Paesi aderenti;

2. Dai versamenti effettuati da tutti i Paesi membri dei dritti doganali provenienti dalle importazioni extra area comunitaria che ciascuno percepisce (all'interno il movimento delle merci è franco dogana). Questi versamenti rappresentano quasi il 30 per cento del bilancio comunitario;

3. Il resto delle entrate è dato da prelevamenti agricoli e da entrate speciali come la tassa sullo zucchero, ecc.

Il complesso di queste entrate non è però sufficiente per far fronte alle spese, molto larghe com'è noto, della Comunità, sia per la sua costosa e qualche volta allegra amministrazione, sia per l'organizzazione ed il finanziamento degli *stocks* dei mercati, sia infine per i montanti compensativi per i quali i Paesi del Nord hanno fatto la parte del leone. L'Inghilterra, continuando a comprare specialmente generi alimentari o lana dai Paesi del Commonwealth, riversa quindi i dritti doganali percepiti anche al di fuori della Comunità, e i montanti compensativi che riceve sono di gran lunga inferiori e giustificerebbero le insistenze della signora Thatcher di riavere parte del denaro già versato o da versare.

La verità vera è che si è creata scientemente e sin dal principio una situazione anomala che trova la sua giustificazione nel fatto che Londra, entrando nella CEE, ha voluto mantenersi il diritto di comprare non soltanto nella zona europea a vantaggio quindi anche degli altri Stati membri, ma pure fuori, per esempio nella Nuova Zelanda e in tutti gli altri Paesi del Commonwealth.

La chiave delle difficoltà della CEE sta proprio in questo fatto che sembra obiettivamente di difficilissima soluzione e francamente non oso fare delle previsioni anche perché è noto che i Dieci contraenti guardano

quasi esclusivamente al proprio tornaconto e non al problema dell'unità e del futuro della CEE come lo pensavano i veri fondatori e idealisti dell'Europa unita.

Il lavaggio frequente delle strade francesi col vino italiano da parte dei viticoltori locali e il rigetto dalle scarpe stradali di prodotti ortofrutticoli spagnoli, unitamente al noto «buon carattere» dei trasportatori, formano un quadro molto poco incoraggiante e rendono sempre più l'Europa unita un autentico sogno.

Da tempo si ha la sensazione della necessità di cambiare tutto o attraverso la Fata Morgana dell'Europa politicamente unita («aspetta cavallo») o rivedremo tutta l'attuale organizzazione, tenendo conto anche dei punti di vista della signora Thatcher. La CEE deve imporre sacrifici a tutti, ma i cattivi esempi dati recentemente anche sui Pirenei o nel Sud della Francia non lasciano molto sperare in auspicabili reminiscenze.

Cesare Merzagora

<i>Avanti!</i>	CORRIERE DELLA SERA	Espresso	il Giornale	Il Messaggero
il Mondo	MONDO ECONOMICO	LA NAZIONE	Panorama	IL POPOLO
La Repubblica	24 IL SOLE	LA STAMPA	l'Unità	IL TEMPO

Toccherà al democristiano Pandolfi togliere la riserva generale sugli accordi per l'agricoltura. Così il primo ministro ha schivato la messa in guardia di De Mita

Sacrificata l'Italia agricola

Craxi deve rinviare l'idea del rilancio europeo

BRUXELLES, 20 — Le sorti del decreto antinflazione, i tumulti in Parlamento, le messe in guardia di De Mita sull'agricoltura, la morte del senatore Dario Valori... Sono state sicuramente più romane che europee le preoccupazioni di Craxi ed Andreotti in queste due giornate di Bruxelles. Non ha avuto un grande ruolo la delegazione italiana in questo vertice. Forse è stato affrontato con un certo scetticismo nella convinzione che non c'era molto da salvare e che al meglio questo sarebbe stato il vertice della sopravvivenza della Cee. Sopravvivere è meglio di morire ma non è certo il rilancio che gli italiani auspicavano. Chissà! Forse a giugno... Da un vertice all'altro la speranza è dura a morire.

Aspirazioni

confuse

Quella italiana è stata soprattutto la «battaglia del latte» alla quale poco hanno aggiunto alcune confuse aspirazioni ad un'Europa diversa, tecnologica e magari anche spaziale. Sul latte si era battuto Andreotti ad Atene in dicembre e poi ancora il mese scorso a La Celle-Saint-Cloud in una specie di «prevertice» informale convocato dai francesi a livello dei ministri degli Esteri. Sul latte si sono fermamente attestati Craxi ed Andreotti già nella riunione di ieri e soprattutto oggi dopo la messa in guardia lanciata a Roma da De Mita.

Se l'invito demitiano a non cedere sull'agricoltura era una manovra di politica interna, Craxi l'ha schivata con grande abilità. Non solo non ha ceduto sull'agricoltura non solo non ha tolto la riserva generale che sugli accordi agricoli della settimana scorsa aveva posto Pandolfi, ma ha contrastato fermamente il tentativo di rimettere in discussione la

La nostra delegazione, forse venuta a Bruxelles con un certo scetticismo, non ha avuto un gran ruolo nella convinzione che questo sarebbe stato il vertice della sopravvivenza. La resistenza sulle quote di produzione del latte ha limitato i danni, ma lascia immutato il deficit agroalimentare

dal nostro corrispondente
FRANCO PAPITTO

quota di produzione italiana di latte ed ha aperto la possibilità che il premio ai vitelli venga ripristinato anche se a spese del bilancio italiano e non di quello comunitario.

Toccherà lunedì prossimo al democristiano Pandolfi — in una riunione dei ministri dell'Agricoltura — concludere sul premio alla zootecnia e levare la riserva generale. De Mita è servito. Se la sua messa in guardia tendeva a far riprendere quota alla Dc presso le organizzazioni agricole, Craxi lascia ad un ministro democristiano la responsabilità di chiudere la trattativa e di accettare formalmente i sacrifici della riforma agricola.

La resistenza italiana sul latte era del resto pienamente giustificata. Come si temeva alla vigilia la Gran Bretagna ha tentato di ri-

mettere in discussione le quote definitive la settimana scorsa. Secondo la signora Thatcher si spende già troppo per la riforma agricola in questo settore e dunque anche l'Irlanda deve essere accontentata con la riserva speciale fissata la settimana scorsa per Italia, Grecia e Lussemburgo. Di fronte al rifiuto di Craxi e Andreotti, ma anche del premier irlandese FitzGerald, il Consiglio europeo accettava di riconoscere la specificità del problema dell'Irlanda — un paese a monocultura dove il latte rappresenta il 75 per cento del valore finale della produzione agricola — ed offriva a FitzGerald la quota aggiuntiva nazionale di circa 250 mila tonnellate. Gli irlandesi, che all'origine ne chiedevano due milioni, abbandonavano la sala. Poi rientravano ottenendo miglioramen-

ti che saranno perfezionati lunedì prossimo dai ministri dell'Agricoltura.

Nella trattativa di questo consiglio europeo ci sono comunque ben pochi motivi di soddisfazione per la delegazione italiana. La resistenza sull'agricoltura ha limitato i danni ma non ha impedito l'approvazione di una riforma che lascia con la bocca amara gli agricoltori italiani. È vero che a pagare sono tutti i Paesi, ma l'Italia sacrifica in più l'ambizione di ridurre il suo enorme deficit agro-alimentare. Tetti produttivi, quote e limiti vari della garanzia comunitaria impediscono praticamente ogni sviluppo produttivo.

Probabilmente la delegazione italiana ha avuto sempre la consapevolezza che da questo vertice non poteva uscire una mortificazione del progetto comunitario. L'aumento esiguo delle risorse della Cee fa sì che restino più o meno belle parole gli impegni sul rilancio di nuove politiche. Se ci sarà, e tutto indica che Bonn e Parigi lo vogliono, il rilancio della cooperazione europea sarà affidato più ad accordi intergovernativi che all'azione della Cee. Per loro natura le intese intergovernative appaiono fragili, revocabili e strumento più facile per l'affermazione di leadership di un paese sull'altro. Il sistema comunitario garantisce invece possibilità di manovra per correggere, contrastare o integrare l'azione di eventuali assi privilegiati. L'Italia puntava sullo sviluppo di nuove politiche nell'ambito comunitario e sul rafforzamento dei poteri del Parlamento europeo. Il primo, proclamato verbalmente da tutti, è annullato dall'esiguità dell'aumento delle risorse comunitarie.

<i>Avanti!</i>	CORRIERE DELLA SERA	Espresso	il Giornale	Il Messaggero
il Mondo	MONDO ECONOMICO	LA NAZIONE	Panorama	IL POPOLO
la Repubblica	24 IL SOLE ORE	LA STAMPA	l'Unità	IL TEMPO

Per l'intransigenza della Gran Bretagna sull'ammontare dei propri contributi

Fallito il vertice della Cee

Ha vinto l'Europa dei grandi egoismi

(DAL NOSTRO INVIATO)

BRUXELLES — L'Europa degli egoismi e delle incertezze ha avuto ancora una volta la meglio. Grazie, essenzialmente, a Margaret Thatcher. Che, con l'ostinazione che la distingue sul discorso europeo, ha respinto tutte le offerte che gli altri capi di Stato o di Governo dei Dieci le hanno fatto sul riequilibrio del contributo britannico al bilancio della Cee. E ha bloccato, così, quelle difficili intese che, a fatica, sembravano delinearsi sul ridimensionamento della politica agricola comune e sulla ristrutturazione del bilancio Cee. Le incognite sul futuro della Comunità rimangono, pertanto, intatte. Con tutto il loro carico di inquietudine e di rischio per l'Europa sui terreni da cui dipende la sua sopravvivenza tecnologica ed industriale in un contesto internazionale sempre più dominato da Stati Uniti e Giappone.

Nell'incapacità di trovare soluzioni ai problemi di prospettiva, si è ricercata a Bruxelles una via d'uscita con espedienti di ingegneria contabile. Come a Stoccarda ed Atene, man mano che il confronto negoziale obbliga ad andare oltre le formulazioni generiche, diventa sempre più chiaro che i Dieci sono interessati, tutti, quasi esclusivamente ad intese limitate, legate alle esigenze più immediate. Il progetto di «rifondazione» scade, così, ad un'operazione congiunturale. Che lascia spazio solo alle rinunce e all'austerità: e relega nel dimenticatoio delle «buone intenzioni» i tanti progetti sul potenziamento dei Fondi regionale e sociale e, insieme, sull'avvio di nuove politiche comuni nei settori dell'energia, dell'industria, dell'innovazione tecnologica e, persino, dello spazio.

Non sarà, infatti, con il modesto incremento (0,40%) dell'aliquota Iva che i Dieci potranno sperare di fronteggiare, insieme, i disavanzi del bilancio comunitario nel biennio 1984-85, i costi dell'adesione di Spagna e Portogallo, il superamento degli squilibri socio-economici tra il Nord ed il Sud Europa, il «salto di qualità» delle strutture industriali della Comunità e... il generoso «sconto» richiesto da Margaret Thatcher sul contributo britannico al bilancio della Cee. Ma tant'è. Nemmeno questa volta sembra che si sappia cogliere lo spunto per imprimere al «progetto Europa» quella svolta senza la quale parlare di integrazione o di rilancio è decisamente vaniloquio. Prevale, in definitiva, un atteggiamento sostanzialmente riduttivo. E, dopo due giorni di complessi e spesso rudi negoziati, i Dieci si sono separati senza avere risolto gli annosi problemi della Cee e senza avere avuto nemmeno questa volta la meglio sull'inesorabile mito di Sisifo.

Costretti, dunque, a riprovarci nel giugno prossimo a Fontainebleau. I capi di Stato o di Governo faranno, allora, il loro trimestrale pellegrinaggio ad un nuovo «vertice», illudendosi anche in quell'occasione di poter trovare il magico toccasana ai tanti malanni dell'Europa. E anche allora, con ipocrisia degna di miglior causa, tutti — anche nel caso di un ennesimo fallimento — dichiareranno che l'Europa sarà stata salvata dal naufragio e che l'unità europea avrà finito per prevalere sugli egoismi nazionali.

Il compromesso che si delineava ieri (ma che è poi saltato per l'intransigenza britannica) era il risultato di un'intesa franco - tedesca. Di un delicato

patteggiamento tra il presidente Mitterrand ed il cancelliere federale Kohl. A Bruxelles si è avuta quindi la conferma che dagli umori franco - tedeschi rischia sempre più di dipendere l'avvenire dell'integrazione europea. Sia pure in forme più sofisticate e, come tali meno appariscenti, sembra riemergere a distanza di anni l'idea gollista di una «Europa delle patrie», condizionata da intese bilaterali e dai «vertici», sul cui altare si sacrifica l'ideale di una federazione di dieci Paesi nella quale, soltanto, ciascuno avrebbe lo stesso peso degli altri. Non c'è da stupirsi, dunque, se il destino della Cee sembra essere ormai segnato. Condannata ad un mortificante immobilismo, costretta spesso a subire le scelte che altri — alla ricerca esclusiva dei propri interessi — faranno per lei. Come, ad esempio, sul livello dei tassi di interesse o delle quotazioni del dollaro.

L'incerta intesa franco - tedesca, gli opportunismi e le ostinazioni britannici, la scarsa credibilità italiana ed il limitato «peso» degli altri Paesi costituiscono, purtroppo, le vere ragioni di fondo del ruolo marginale dell'Europa sullo scacchiere politico ed economico mondiale. E rafforzano la determinazione di altri, come gli Stati Uniti, a gestire da soli, e spesso con l'arroganza del più forte, i destini del mondo occidentale.

Ugo Piccioni

LA CITE	La Dernière Heure	L'ECHO DE LA BOURSE	De Financier Economische TIJD	HET LAATSTE NIEUW
LA LIBRE BELGIQUE	De Morgen	DE NIEUWE GIDS	Le Peuple	Pourquoi Pas?
LE SOIR	De Standaard			

L'Europe reste au bord de l'abîme : Thatcher a fait échouer le sommet

La Communauté européenne vit depuis mardi soir un état de crise ouverte, au bord d'un naufrage définitif.

Elle vient d'échouer pour la deuxième fois en trois mois dans sa tentative de liquider les problèmes financiers et budgétaires qui entravent son fonctionnement normal et son expansion dans les secteurs d'avenir.

Après vingt-quatre heures de négociations lundi et mardi, les dix chefs d'Etat ou de gouvernement ont buté, lors de tous leurs essais de régler des contentieux paralysants, sur l'intransigence de Margaret Thatcher, celle-ci s'étant montrée absolument impénétrable à tout ce qui ne constituait pas l'intérêt national et immédiat de la Grande-Bretagne.

Ce que « Maggie » va présenter à son opinion publique comme une seconde victoire des Malouines est en fait le sabordage de la C.E.E. La formule de la Communauté à dix, telle qu'elle fonctionne actuellement, est-elle encore viable ?

Les Espagnols et les Portugais, qui s'impatientent depuis si longtemps à la porte de la C.E.E., ne vont-ils pas réaliser que la Communauté politique à laquelle ils souhaitent adhérer n'est plus qu'une épicerie vouée à la faillite ? On doit aujourd'hui se poser ces questions.

L'échec de Bruxelles entraîne en cascade une série noire de conséquences. Il porte gravement atteinte à la crédibilité politique de la Communauté par rapport au reste du monde. D'ailleurs, les chefs des diplomates européens n'ont pas osé administrer leurs traditionnels conseils mous à l'Est, au Moyen-Orient, à

l'Amérique latine et à toutes les régions troublées du monde, puisqu'ils se sont avérés incapables de remettre de l'ordre dans leur propre maison et d'arbitrer des querelles somme toute bien mineures.

Privées de dynamisme, impuissantes à débloquent de nouvelles ressources, la C.E.E. ne pourra pas, en outre, s'atteler sans attendre à combler son retard industriel et technologique et à mettre en œuvre des politiques de relance économique créatrices d'emplois.

L'échec de Bruxelles portera préjudice à François Mitterrand, qui avait jeté tout son prestige dans la balance pour sauver l'Europe, même à un coût très élevé.

Mais le front des neuf Européens a eu beau faire de très larges concessions au Royaume-Uni, il s'est heurté aux conceptions anti-communautaires de M^{me} Thatcher, qui n'a pas bougé d'un pouce depuis ce sommet de Dublin en 1979 où elle avait pour la première fois glapi : *I want my money back*. La manière forte, le nationalisme étroit et à courte vue, les pratiques de boutiquière ont donc prévalu sur une autre conception de l'Europe, pourtant majoritaire.

Tirant les leçons de ce clash, François Mitterrand a annoncé : « Je vais appeler les pays qui ont opté pour le Traité de Rome à se concerter dans les prochaines semaines. Ceux qui veulent qu'une Europe se bâtisse doivent s'engager. Je souhaite qu'ils soient dix mais je n'en sais rien. »

Il ne reste à l'Europe des Dix qu'une bouée de sauvetage : le prochain sommet, sous présidence française, qui se déroulera à Fontainebleau en juin prochain.

A ce moment-là, les caisses de l'Europe seront quasiment vides et la dramatisation sera plus forte encore. Entre-temps, la campagne pour les secondes élections européennes au suffrage direct va largement pâtir des caprices de « Maggie » : le scrutin ne présentera aux citoyens d'Europe qu'une Communauté en voie de décomposition, où un seul intérêt national peut bloquer toutes les voies d'avenir.

« L'Europe des Dix n'est pas morte mais elle a reçu une blessure supplémentaire », a commenté François Mitterrand à l'issue de ce sommet-catastrophe. En représailles, le président français a décidé d'engager une stratégie de la tension à l'encontre des Britanniques, en demandant à ses ministres de faire voter à la majorité qualifiée dans toutes les matières où le Traité de Rome permet le recours à cette procédure. L'Europe pourrait donc progresser quand même, à coups de crises, par scores successifs de neuf à un.

Non au juste retour

En effet, lundi et mardi, « neuf pays, a poursuivi François Mitterrand, se sont retrouvés face au Royaume-Uni sur toutes les propositions importantes ». Rappelons les dossiers qui étaient sur la table : la rigueur budgétaire, l'augmentation des ressources financières d'une Communauté qui veut se développer (le taux maximum de T.V.A. versé aux

caisses communautaires devait passer de 1 % à 1,4 %) toutes les décisions relatives à la réforme de la politique agricole commune et aux prix agricoles pour la campagne 1984-1985, la modification des fonds structurels (social et régional), etc. Notons à propos de la politique agricole commune que, dès la semaine prochaine, Michel Rocard pourrait faire voter à la majorité qualifiée les prix pour la prochaine campagne conformément à l'accord de principe atteint samedi dernier.

François Mitterrand ne s'est pas montré très inquiet mardi soir quant à l'épuisement du budget des Dix pour cette année, qui deviendra réel dès le milieu de l'été. Il a affirmé que d'ici le sommet de Fontainebleau, les fonds disponibles ne seraient pas

épuisés. Concernant les adhésions de l'Espagne et du Portugal, le président français a déclaré qu'elles auraient bien lieu aux dates prévues par le calendrier déjà fixé c'est-à-dire au 1^{er} janvier 1986.

Mardi soir, la Commission européenne avait avancé une proposition en vue du règlement de l'affaire britannique, qui avait fait l'unanimité des Neuf contre le Royaume-Uni. Cette tentative de la dernière chance prévoyait de rembourser à Margaret Thatcher quelque cinquante milliards de francs par an, pendant deux ans, puis d'instaurer un mécanisme correcteur objectif qui serait pris en charge par l'Allemagne au même titre que par les autres pays. « Nous avons refusé quant à nous d'accepter une réduction des principes communautaires, le



L'échec du sommet avait été précédé d'un premier accident : le Premier ministre irlandais Garret Fitzgerald, désigné ici par une flèche entre Andreas Papandreou et Wilfried Martens, avait claqué la porte pour protester contre les limitations de la production laitière imposées à son

juste retour », a affirmé le président Mitterrand.

Dans leur volonté d'isoler la Grande-Bretagne, les ministres des Affaires étrangères, réunis mardi soir à l'issue du sommet, ont décidé, faute d'unanimité en faveur du contraire, de ne pas demander au Parlement européen de dégeler, de débloquer le « chèque » au gouvernement britannique pour sa contribution « excédentaire » de 1983. Un conflit institutionnel avec le Parlement de Strasbourg ne devrait pas, en conséquence, avoir lieu la semaine prochaine sur ce point.

Le scénario du mauvais accord ne s'est pas réalisé lundi et mardi à Bruxelles, contrairement à ce que la plupart des observateurs attendaient. C'est une nouvelle fois l'échec, et il est toujours plus grave. De sommet en sommet,

l'Europe des Dix s'est bel et bien engagée sur une pente descendante.

Un nouveau sommet extraordinaire ?

Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl est favorable à la tenue d'un Conseil européen extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la C.E.E. pour régler la question de la contribution budgétaire britannique « à condition que ce sommet extraordinaire ait été bien préparé et ait de bonnes chances de succès ».

Dans une conférence de presse, mardi soir, à l'issue de l'échec du Conseil européen, M. Kohl a estimé qu'un tel sommet extraordinaire permettrait l'entrée en vigueur rapide des textes sur la réforme du Marché commun agricole, entrée en vigueur qui est subordonnée à un accord sur la question de la contribution britannique.

Toutefois, a-t-il ajouté, si un tel sommet n'était pas bien préparé, il est préférable de s'en tenir au Conseil européen régulier prévu fin juin à Fontainebleau, aux environs de Paris.

De son côté, le président François Mitterrand n'exclut pas la réunion d'un Conseil européen extraordinaire avant celui de Fontainebleau. Mais le Premier ministre britannique Margaret Thatcher a estimé de son côté qu'un sommet extraordinaire serait inutile à moins que des progrès considérables soient effectués très rapidement.

LA CITE	La Dernière Heure	L'ECHO DE LA BOURSE	De Financieel Economische TIJD	HET LAATSTE NIEUW
LA LIBRE BELGIANE	De Morgen	DE NIEUWE GIDS	Le Peuple	Pourquoi Pas?

LE SOIR Le sommet s'y est brisé : l'argent de la Grande-Bretagne

« I want my money back » : depuis quatre ans et demi, Margaret Thatcher harcèle ses partenaires européens avec la question de la contribution britannique au budget de la C.E.E.

Quel est ce problème qui a conduit l'Europe des Dix au seuil de la rupture ? Le budget européen est nourri d'une quote-part de chaque pays dans l'assiette de la T.V.A. européenne, mais aussi des taxes qui frappent les produits provenant des pays extérieurs au Marché commun au moment de leur entrée dans l'Europe des Dix (droits de douane, prélèvements agricoles...).

La Grande-Bretagne a toujours conservé des relations commerciales étroites avec ses anciens partenaires du Commonwealth et, de ce fait, fait entrer de nombreux produits taxables à l'intérieur de la Communauté européenne. Ceci, ajouté aux relations commerciales habituellement intenses de Londres avec les Etats-Unis, fait que la contribution britannique au budget européen est importante. En outre, la Grande-Bretagne, étant un pays essentiellement industriel, voyait de plus en plus mal un budget européen dont près des deux tiers des sommes étaient consacrés à une politique agricole très minoritaire chez elle.

« Un tel déséquilibre est inadmissible, il faut un mécanisme budgétaire qui empêche à l'avenir que semblable phénomène se reproduise », ont fini par faire admettre les Britanniques à leurs partenaires. C'est sur l'élaboration de ce mécanisme que les Dix se cassent les dents depuis des mois.

Pour le mettre au point, les Dix sont partis de l'assiette de T.V.A. qui est donc une des sources principales d'approvisionnement budgétaire européen. Dans cette ressource, chaque pays intervient pour une part. Celle de la Belgique, par exemple est de 4,4 %.

L'idée sur laquelle ont travaillé — en vain — les Dix est qu'il y

a déséquilibre lorsque un pays bénéficie moins du budget que sa part dans l'assiette de la T.V.A.

Cependant le mécanisme correcteur ne serait pas intervenu *ipso facto*. Il aurait fallu que l'écart dépasse un certain seuil exprimé en pourcentage du produit intérieur brut dans la C.E.E., élargie à l'Espagne et au Portugal. De plus, le mécanisme correcteur ne devait couvrir qu'une part de l'écart. Les Britanniques la souhaitent d'au moins 60 % on ne leur en offrait que 50 % Ils ont refusé.

Qui devait payer cette correction ? Les autres Etats en fonction de leur clé de répartition dans les ressources en T.V.A... ce

qui signifie donc que la part totale que verse chacun des autres pays au budget européen grossit. Ainsi, une des hypothèses de travail prévoyait que la part belge passerait de 4,4 % à 5 % ou même plus. A titre de comparaison, si en 1984, on avait accordé comme l'avait proposé Helmut Kohl et ses partenaires continentaux au Royaume-Uni une correction de un milliard d'écus (soit 46 milliards de F.B.) cela eût coûté à la Belgique 2,28 milliards de F.B.

Autre question débattue : la durée de ce mécanisme : cinq ans ? aussi longtemps que dureront les nouvelles ressources dégagées à l'occasion de l'élargisse-

ment de la C.E.E. ? Le débat restait ouvert au moment où ces lignes étaient écrites.

Dernier point d'affrontement sur cette question : la durée du fonctionnement de ce mécanisme correcteur. Londres voulait l'institutionnaliser mais les autres pays ne l'entendaient pas de cette oreille. La France avait d'abord proposé une durée de trois ans, l'Allemagne cinq ans. Finalement, c'est rien du tout. Avec la perspective que la correction pour 1983 sur laquelle existait un accord entre les dix gouvernements mais qui avait été gelé par le Parlement européen dans l'attente des résultats du « sommet de Bruxelles », reste bloquée.

Les ressources financières de la C.E.E. prises en otage

De combien d'argent disposera à l'avenir la Communauté européenne ? Une réponse conditionnelle a été trouvée par les Dix.

Cependant l'impossibilité d'arriver à un accord sur la contribution britannique en a suspendu l'application. Cette formule avait été mise au point en début d'après-midi. Elle permettrait à la C.E.E. de bénéficier d'un sur-sis financier jusqu'à la fin de 1986. Cependant, elle est encore loin de représenter une assurance pour l'avenir de l'Europe, puisqu'elle n'augmente l'enveloppe budgétaire que dans des proportions limitées. Or, la Communau-

te, si elle veut relever les défis du développement technologique, mais aussi du développement régional et social, doit se doter de moyens communs nettement plus importants que ceux qui lui sont attribués actuellement.

La formule de compromis prise en otage par la question de la contribution britannique, comprend un accroissement de 0,4 pour cent du taux maximum de T.V.A. destiné aux caisses communes. C'est-à-dire le passage à un taux maximum de 1,4 pour cent, à partir du 1^{er} janvier 1986 et pour deux ans. Au 1^{er} janvier 1988, les Douze — Espagne et

Portugal compris — pourraient décider à l'unanimité de passer à un taux de 1,6 pour cent. Les Parlements nationaux, qui doivent ratifier la hausse du pourcentage de T.V.A., seraient appelés à approuver le passage à 1,4 pour cent ou celui à 1,6 pour cent par un seul vote, d'ici le début de 1986.

Ce plan constituerait une bouée de secours fragile, dans la mesure où l'on estime que les Douze se trouveraient à nouveau, à la fin de 1986, dans une situation financière intenable, comparable à celle dans laquelle les Dix se trouvent cette année. En effet,

en 1986, il leur faudra assurer le coût des adhésions espagnole et portugaise, ainsi que le surcroît de la politique agricole commune et, enfin, le remboursement des avances que les Dix vont vraisemblablement devoir consentir en 1984 et 1985 à la C.E.E. pour lui permettre de joindre les deux bouts. On le voit, il restera peu de choses du 1,4 pour cent pour les nouvelles politiques...

Certains, parmi les dirigeants des petits pays de la Communauté et à la Commission européenne, craignent que le fait que les « grands » refusent de miser davantage sur l'Europe ne signifie, à terme, la naissance d'une co-

opération « à la carte » entre les Etats de la C.E.E., mais en marge de celle-ci. Ce qui sonnerait le glas de la Communauté. Tout en handicapant lourdement les petits pays, dont les moyens sont limités. Autre point où un accord se précisait, mais qui est devenu prisonnier de cet échec sur le « chèque-à-Maggie » : la discipline budgétaire. Les chefs d'Etat et de gouvernement s'étaient orientés vers un accord prévoyant le maintien des pouvoirs du Parlement européen. Les intentions françaises de départ avaient paru suspectes à cet égard. Notons que les Britanniques

paraissent s'accorder d'une limitation politique et non juridique des dépenses budgétaires de la Communauté. Margaret Thatcher avait longtemps plaidé pour un cadre budgétaire juridiquement contraignant, fixé chaque année par les capitales des Dix. Les leaders de la C.E.E. étaient également proches d'un accord lors de la rupture sur l'argent du Royaume-Uni, sur les autres points de l'ordre du jour qui leur étaient soumis : réforme des fonds structurels, politique agricole commune (les « paquets » de la semaine dernière), nécessité de mettre en œuvre de nouvelles politiques, etc.

L'échec a rendu les Dix muets sur la politique étrangère

Peut-on parler d'une voix ferme et intelligible dans le brouhaha mondial, peut-on jouer l'arbitre serein qui distribue les bons et les mauvais points quand, dans sa propre maison, on s'abandonne à des querelles d'épiciers dans une ambiance de souk ? Apparemment la question n'a pas effleuré les ministres des Affaires étrangères de Dix qui, tandis que s'empoignaient les chefs d'Etat ou de gouvernement, ont accordé leurs violons sur un projet de déclaration moins compromettante : les situations du Liban, du Moyen-Orient et du Golfe.

Ce projet de déclaration, si tenu soit-il, ne put même voir le jour officiellement puisque les chefs d'Etat et de gouvernement qui devaient le ratifier se sont séparés après le « non » de Margaret Thatcher, sans prendre connaissance de ce document. Il devient donc mort-né... bien qu'il ne soit pas sans intérêts de voir jusqu'où les chefs de la diplomatie des Dix ont pu s'accorder.

Soulignant la gravité de la guerre Iran-Irak, et « les souffrances » des populations civiles, les Dix y marquaient leur émotion devant l'éventualité d'une utilisation d'armes chimiques et « ils appelaient les parties à se conformer aux conventions internationales relatives à de telles armes » dont ils condamnent l'usage. Les Dix appelaient l'Iran et l'Irak à se conformer aux résolutions des Nations Unies et à cesser les combats. Et ils demandaient au secrétaire général de l'O.N.U. d'intensifier ses efforts de médiation.

S'adressant à la conférence de réconciliation nationale libanaise qui se poursuivait à Lausanne, les ministres des Affaires étrangères de la C.E.E. exprimaient leur espoir de réussite. Ils affirmaient leur attachement à l'indé-

pendance, à l'unité, au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban. Les Dix s'engageaient à « participer activement à l'œuvre de reconstruction » de ce pays dévasté. Ils disaient espérer que la communauté internationale apportera au président Gemayel « toute la contribution qu'il pourrait souhaiter » pour préserver les chances de paix au Liban. (Observateurs et forces d'interposition, par exemple).

Commentant la situation au Moyen-Orient, les Dix se bornaient à rappeler et à réactualiser leur déclaration de Venise de juin 1980. Une fois de plus, ils

évoquaient « le droit à l'existence et à la sécurité de tous les Etats de la région, y compris Israël ». Et « la nécessité de tenir compte des droits légitimes du peuple palestinien, notamment l'acceptation de son droit à l'autodétermination, avec tout ce que cela implique ». Ils reconnaissaient que l'O.L.P. doit être associée aux négociations, mais ils ne considéraient pas pour autant l'O.L.P. comme l'unique représentant du peuple palestinien.

Rappelant les efforts diplomatiques qui se sont manifestés depuis Venise, les Dix déplorèrent que le plan Reagan n'ait pas été

accepté par les Arabes ni les résolutions de Fès par Israël. Mais ils constataient avec intérêt « des développements nouveaux » dans le rapprochement opéré à Casablanca entre l'Egypte et d'autres pays arabes, et grâce à la réouverture du dialogue jordano-palestinien.

Enfin, les Dix insistaient nettement sur le rôle plus important que pourrait jouer le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Couverture journalistique de Bénédicte VAES, Maroun LABAKI et Serge de WAERSEGGER.

LA CITE	La Dernière Heure	L'ECHO DE LA BOURSE	De Financier Ekononische TIJD	HET LAATSTE NIEUW
LIBRE BELGIQUE	De Morgen	DE NIEUWE GIDS	Le Peuple	Pourquoi Pas?
LE SOIR	De Standaard			

Conseil européen à Bruxelles

Les Dix bloqués rue de l'impasse britannique

MOUVEMENTE, épique même, le Conseil européen de Bruxelles l'a été tout le long de la journée de mardi. Et il l'est resté tout au long de la soirée, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la Communauté ayant, sous la pression des événements, dû se lancer dans un véritable « marathon au sommet ». Hélas, rien leur débauche d'efforts n'a finalement pas fait le bonheur de l'Europe. A 20 heures, tout restait possible : du moins le pire et le moins mauvais. L'espoir de voir les Dix parvenir à un succès sans bavure avait, quant à lui, sombré depuis longtemps dans l'interminable marchandage dirigé par le président Mitterrand.

Mais, peu après 22 heures, le couperet tombait, implacable, catastrophique : les Dix se séparaient sur un nouvel échec magistral et ouvraient, du même coup, un chapitre sans doute dramatique de l'histoire de la Communauté. Une fois de plus, Mme Thatcher avait refusé la main que lui tendaient ses partenaires. Une fois de plus, l'Europe restait bloquée rue de l'impasse britannique...

Le chef de l'Etat français et président en exercice du Conseil européen n'avait pourtant pas ménagé sa peine au cours de travaux d'heure en heure plus dramatiques et passionnés. C'est même un véritable « forcing » qu'il a livré afin

d'entraîner ses partenaires sur la voie de compromis qui lui auraient permis de vendre « son » conseil européen à l'opinion publique française comme un succès éclatant.

Pour pouvoir prouver que lui, François Mitterrand, avait réussi là où les autres n'avaient cessé d'échouer au cours des quatre dernières années, l'actuel pensionnaire de l'Elysée a tendu aux uns et aux autres des perches magistrales. Il a fait des offres qui, si elles avaient dû être acceptées, auraient obligé la France à supporter un fardeau financier colossal et auraient constitué autant de cadeaux somptueux à la « Dame de fer » et au chancelier Kohl.

Ainsi, M. Mitterrand a été beaucoup plus loin que ne l'auraient souhaité certains quant à la manière de satisfaire Londres. Après avoir, tôt le matin, en petit comité, fait comprendre à Mme Thatcher qu'elle aurait tout à perdre et rien à gagner (on se passerait d'elle...) en persistant dans l'intransigeance, le Président français a tenté de l'amadouer tout au long de la journée en lui faisant miroiter l'idée d'une ristourne communautaire de l'ordre de 50 à 60 milliards de francs belges. On était bien loin des 45 milliards que les partenaires de Londres disaient vouloir au maximum consentir. On n'était plus très loin, par contre, des quelque 70 milliards réclamés par le Premier ministre britannique. Cette aubaine, pourtant, Mme Thatcher la dédaigna, chicanant sans arrêt pour obtenir encore quelques Ecus supplémentaires. Sans doute furieux de voir leur largesse - leur faiblesse ? - si mal récompensée, certains Etats finirent par se rétracter. En début de soirée,

on reparlait à nouveau de 45 milliards. A prendre ou à laisser, mais pendant 5 ans cette fois. Le « troc » pouvait continuer...

La formule forfaitaire proposée par le Chancelier Kohl reçut un appui massif : neuf pays s'y rallièrent, soulignant que même s'ils n'étaient pas riches, ils étaient disposés à consentir un tel sacrifice pour pouvoir aboutir à un accord si longtemps espéré. Neuf pays, mais pas le dixième. Pour Mme Thatcher, l'offre restait encore et toujours insuffisante : seuls un chèque de 55 milliards et l'instauration immédiate d'un système strict pour régulariser les contributions britanniques à l'avenir étaient de nature à la satisfaire. Les Neuf parlèrent alors de quatre ans, de deux même. Peine perdue : peu après 22 heures, le président Mitterrand se rendait à l'évidence et levait la séance.

Ce sacrifice de Paris et des autres partenaires de Londres aurait-il pour autant réellement profité à l'Europe communautaire ? Pas sûr ! C'est que, dans le même temps, le Conseil européen s'appretait à limiter l'augmentation des ressources propres à un maigre 0,4 p.c. de la part T.V.A. Or, avec ce 1,4 p.c. qui entrerait en application le 1er janvier 1986, la Communauté (alors élargie) aurait à nouveau à court d'argent dès... la fin 88 et inutile de préciser que le lancement de « nouvelles politiques » n'aurait plus été, d'ici là, qu'une vertueuse vue de l'esprit. Ce n'est pas pour rien que plusieurs délégations (dont la belge, soucieuse de parvenir rapidement à un plafond de 1,6 p.c.) manifestaient, en ce domaine également, une irritation bien compréhensible.



Mme Thatcher : des chicaneries multiples.

Enfin, dernier point noir de ce Conseil européen qui avait pourtant vu certains progrès être réalisés sur certains dossiers : l'incapacité des Dix à donner aux demandes irlandaises visant à ce que les mesures d'austérité qui avaient été décidées par le Conseil agricole dans le domaine laitier ne s'appliquent pas, ou alors très faiblement, à l'Irlande, le lait étant, pour ce pays, l'une des richesses essentielles. La perspective d'avoir à payer, pour donner satisfaction à Dublin, plus de 11 milliards de FB suscita suffisamment de réticences que pour plonger M. Fitzgerald dans une colère noire et l'amener à parler de représailles.

Dans l'immédiat, ce sera toutefois l'échec enregistré sur le problème de la contribution britannique qui aura les conséquences les plus désastreuses. Dans la foulée, les Dix ont refusé de publier les déclarations sur le Proche-Orient, les problèmes Est-Ouest, l'Amérique latine et Chypre sur lesquelles ils s'étaient accordés. « Quand on n'est pas capable de mettre de l'ordre dans sa propre maison, on ne donne pas de leçons aux autres », se serait borné à commenter, non sans pertinence, l'un des Dix.

Ensuite, la France et l'Italie ont refusé d'avaliser trois règlements budgétaires dont celui qui devait permettre à la Grande-Bretagne de recevoir dans les prochains jours les quelques 33 milliards qui lui avaient été promis l'an dernier à Stuttgart. Londres recevait ainsi d'emblée la monnaie de sa pièce. Mais le risque est grand qu'on ne poursuive dans l'engrenage de la mauvaise conduite : personne ne peut dire que Mme Thatcher ne mettra pas à exécution de « geler » ses paiements à la Communauté...

Quant aux préaccords agricoles (limitation de la production laitière, démantèlement des montants compensatoires monétaires et fixation des prix pour la prochaine campagne qui commence le 1er avril), ils sont pour ainsi dire « gelés ». Mais là, on peut se demander si les partenaires de Londres ne braveront pas Mme Thatcher en arrêtant ces mesures par un vote à la majorité.

Le climat, en tout cas, devient détestable et particulièrement dangereux. Sans compter que désormais, la faillite financière guette l'Europe. Cette fois, l'heure de la vérité a sonné pour la Communauté. Pour ceux qui ne veulent pas en respecter les règles peut-être aussi...

Michel THEYS.

LA CITE	La Dernière Heure	L'ECHO DE LA BOURSE	De Financieel Economische TIJD	HET LAATSTE NIEUW
LA LIBRE BELGIQUE	De Morgen	DE NIEUWE GIDS	Le Peuple	Pourquoi Pas?
LE SOIR	De Standaard			

EG-top nogmaals vastgelopen op onbuigzaamheid Thatcher

Van onze verslaggever

BRUSSEL — De Europese top is gisteren toch vastgelopen op de onbuigzaamheid van de Britse premier mevrouw Thatcher. Ze weigerde een uitlem aanbod van haar partners om vijf jaar lang één miljard ecu korting te trekken op de Britse begrotingsbijdrage. Ze eiste 1,3 miljard ecu gedurende vier jaar en een permanent systeem van begrotingskortingen nadien. De top was anders dicht bij een oplossing voor de andere kne punten de begrotingsdiscipline, de verhoging van de ICG-inkomsten en Ierse melk. Daardoor komen ook de akkoorden van de landbouwministers over de prijzen, de melk en andere produkten en de MCRs op de helling.

De grootste verrassing van deze Top was zeker de verbetenheid waarmee de Ieren hun melkproduktie verdedigden. De spanning was zo groot, dat toen de Ierse premier Fitzgerald even de zaal verliet voor konsultaties met zijn deskundigen, onmiddellijk werd aangenomen, dat hij er vanonder trok. De Ieren hebben sinds hun toetreding tot de Gemeenschap in 1973 hun ekonomie rond de landbouw uitgebouwd. Ze wis-

ten dat hun zwakke industrie harder klappen zou krijgen, maar dat namen ze op de koop toe.

Melk was het kernstuk van dit beleid: ze vertegenwoordigt tien procent van het bruto nationaal produkt. De produktiestijging bedroeg zeventien procent sinds 1981, het jaar waarin alarm werd geslagen over de uit de hand lopende melkproduktie. De inkramping van de melkproduktie, waarover vorige week een voorlopig akkoord werd bereikt onder de Landbouwministers, zou voor Ierland een ekonomische ramp betekenen.

Dublin wil niet inleveren en zelfs doorzaan met zijn produktieontwikkeling. Alle landen waren bereid iets te doen — te weten naar de smaak van Dublin, te veel volgens mevrouw Thatcher die zich hierover het hardst opstelde. Gisteravond liep de Ierse premier voor de tweede maal weg en liet het onderhandelen over aan zijn minister van Buitenlandse Zaken.

Alles samen genomen viel de diskussie over de verhoging van het BTW-percentage, dat de lidstaten aan de EG-kas moeten afdragen, nog het meest mee. Alle landen bleken bereid van 1 naar 1,4 procent te gaan vanaf

1 januari 1986. Volgens Bonn, Londen en Den Haag is dat echter een maximum. Volgens andere landen zal deze verhoging reeds opgebruikt zijn op het moment dat ze van kracht wordt. Maar meer dan één politieke verbintenis om op 1 januari 1988 naar 1,6 procent te gaan, zat er niet in.

De ministers van Buitenlandse Zaken en een aantal van hun kollegia's krijgen een moeilijk hulsmerk mee, dat tegen de volgende top in juni klaar moet zijn. Tegen die tijd moet o.m. een systeem zijn uitgewerkt, dat een onevenwichtige verdeling van de financiële lasten voorkomt. Daarvan zijn nog slechts de principes afgesproken. De Tien zijn dus nog niet uit de krisis, maar ze voeren ten minste geen dovemansgesprek meer.

De krisis die in Athene begin december openlijk aan het licht kwam duurt dus voort.

Indien geen regeling wordt gevonden zal de gemeenschap in augustus haar betalingen moeten slaken.

Martens noemde het wraakroepend dat de gemeenschap door deze sinds 3 jaar aanslepende diskussie over de Britse bijdrage niet toe komt programma's inzake werkgelegenheid een ekonomische relance uit te werken. (GB)

LA CITE	La Dernière Heure	L'ECHO DE LA BOURSE	De Financier Economische TIJD	HET LAATSTE NIEUWS
LA LIBRE BELGIQUE	De Morgen	DE NIEUWE GIDS	Le Peuple	Pourquoi Pas?

Europese Raad werd Britse belangenstrijd

EG is bereid inkomsten komende jaren te verhogen

Tijdens hun moeizame besprekingen werden de regeringsleiders van de tien EG-landen het gisteren in Brussel in beginsel eens om de eigen middelen (inkomsten) van de Gemeenschap te verhogen. Die inkomsten bestaan uit doeanerechten, heffingen en maximum 1 % van de BTW-aanslagbasis. Vermits die 1 % BTW-bijdrage thans bereikt en in feite reeds overschreden werd, stelde de Europese commissie een nieuw plafond tot 2 % voor. Zo ver wilden de regeringsleiders echter niet gaan. Ze stemden wél in met een verhoging van dit BTW-plafond tot 1,4 % vanaf 1 januari 1986. Dit plafond zou, mits een eenparige beslissing, tot 1,6 % kunnen verhoogd worden vanaf 1 januari 1988.

Dit akkoord werd bereikt tijdens de zeer moeilijke besprekingen over andere knelpunten waarover op deze Europese Raad eindelijk eensgezindheid moest bereikt worden. Vooral wegens de houding van de Britse premier Thatcher en haar Ierse kollega Fitzgerald werd dit een uiterst

problematische aangelegenheid. Terwijl de stemming maandagavond en -nacht beneden het dieptepunt lag werd het er gisteren niet veel beter op.

In plaats van er kort na de middag mee op te houden besloten de tien dan ook in de namiddag hun discussies voort te zetten omdat nog geen globaal akkoord bereikt was.

Ierse melk

Want daar ging het precies om: er moest over alle knelpunten een globale eensgezindheid tot stand komen. Dat gold vooral voor de landbouw-

Met haar onverzettelijke houding overhaerste de Britse premier Thatcher eens te meer de Europese Raad. Die onverbiddelijk deed de Franse president Mitterrand, die de bijeenkomst voorzat, zeggen: «Ik dacht dat we hier allen naartoe gekomen waren om een inspanning te leveren».

beslissingen, de verhoging der inkomsten, de beheersing der uitgaven en het Britse begrotingsprobleem. Wat de landbouwproblemen aanging, lagen vooral de Ieren dwars. Zij konden immers niet instemmen met het akkoord dat vorige week door de landbouwministers bereikt werd ter beperking van de melkproductie. Vol-

gens dit akkoord moet de melkproductie in de EG tijdens het seizoen 1984-85 beperkt worden tot 98,8 miljoen ton en de vier daarop volgende jaren tot 97,8 miljoen ton. In feite gaat het echter om een beperking tot respectievelijk 98,2 en 97,2 miljoen ton. Telkens werd hier een reserve van 600.000 ton bijgerekend, om rekening te houden met de typische problemen van Ierland, Italië, Griekenland en Luxemburg in de melksektor. Nu vinden de Ieren die reserve ontoereikend. Ze wijzen erop dat de melkproductie voor 8 % van hun BNP zorgt en verwerpen iedere productiebeperking. Een compromis-voorstel

van de Franse president Mitterrand, die deze Europese raad voorzat om de reserve tot 1 miljoen ton op te trekken, werd door de Ierse eerste minister Fitzgerald nog als onvoldoende van de hand gewezen.

Thatcher «haar» geld

Hij werd in zijn negatieve houding bijgetreden door zijn Britse kollega Thatcher. Maar die had het natuurlijk niet over melk, wel over «haar» geld.

Voor de nettobijdrage van ongeveer 85 miljard B.fr. die Groot-Brittannië ook de komende jaren nog tot de gemeenschapsbegroting zal leveren, eiste zij een compensatie van 70 miljard fr.

Dat was voor de meeste lidstaten te veel. In eerste instantie waren die niet bereid verder dan 34 miljard fr. te gaan. Toen president Mitterrand gisteren een compensatie van 46 miljard fr. voorstelde, was dit voor Thatcher in eerste instantie nog te weinig. Ze milderde wel enigszins haar eigen bod, maar bleef toch 62 miljard frank eisen.

Tussen haakjes: indien Londen een jaarlijkse compensatie van 46 miljard fr. krijgt, moet België hiertoe 2,28 miljard fr. bijdragen. Alweer enkele miljarden die eerste minister Martens ergens zal moeten «besparen».

Meer inkomsten?

Over een verhoging van de eigen middelen van de Gemeenschap werd men in het beginsel wel eens. Het plafond voor de BTW-bijdrage zou van 1 % nu opgetrokken worden tot 1,4 % vanaf 1 januari 1986. Als het nodig blijkt en mits een eenparige beslissing kan dit percentage tot 1,6 opgetrokken worden vanaf 1 januari 1988. Dat de verhoging pas vanaf 1986 in werking kan treden, heeft te maken met het feit dat de nationale parlementen zich hierover voorafgaand moeten uitspreken. Wel zal die verhoging ingaan vanaf de toetreding van Spanje en Portugal, die in beginsel van 1 januari 1986 een feit moet zijn.

België heeft een verhoging tot 1,4 % steeds ontoereikend genoemd. Dit beginselakkoord over de verhoging der inkomsten stond of viel echter

met een akkoord over de overige problemen. Bovendien biedt deze verhoging vanaf 1986 nog geen oplossing voor het huidige begrotingstekort, reeds 100 miljard fr. in 1984. Hoe dit in de loop van dit jaar kan worden gedekt moet nog onderzocht worden.

Tenslotte was ook de betaling van de Britse compensatie voor 1983 van 34,4 miljard fr. aan een globaal akkoord over alle hangende problemen gekoppeld. Vermits dit echter nooit zwart op wit bevestigd werd, werd die koppeling door premier Thatcher van de hand gewezen. Zij eiste een terugbetaling voor 31 maart a.s. zo niet zou Londen zijn betalingen aan de Gemeenschap wel eens kunnen staken.

	BERLINGSKE TIDENDE	Børsen	Information	
MORNINGNAVISEN Jyllands Posten	POLITIKEN			

Krisen på toppen

I ti år er Europas regeringschefer trådt sammen til møde tre gange om året i Det Europæiske Råd, angiveligt for i samdrægtighed fra toppen af det europæiske system at angive hovedlinierne for det samarbejde, der kompliceres og kører fast i nationale modsætninger i EF's hierarki af ministerråd. Men udsynet fra toppen er blevet stadig mere sløret, og evnen til at skære igennem de lavere instansers politiske, og bureaukratiske forviklinger er kendeligt svækket.

Præsident Mitterrand havde sat sig for, at topmødet i Bruxelles skulle bringe EF ud af den krise, der ramte Det Europæiske Råd ved samlingen i Athen. Men to måneders omhyggelige forberedelser og to dages udmattende forhandlinger syntes i aftes kun at vise, at den europæiske lammelse har bredt sig uhjælpeligt til toppen.

Da Rådet i sin rådvildhed søgte at slide sig frem til et midlertidigt kompromis, der kunne dække over mangelen på enighed indtil næste møde, satte Irlands premierminister trumf på de nationale særinteressers dominans ved at forlade forhandlingerne og efterlade sin udenrigsminister med et veto i hånden. Dermed var den sidste illusion om Rådets ophøjede og olympiske vidsyn blæst ud, og EF-traditionerne fra de mere ydmyge forhandlinger nået helt til tops. Sjældent er en åbenlys pression ført mere respekt-

løst frem i den kreds. Men det flammende irske temperament udfoldede egentlig kun med større dramatisk effekt den holdning, der blev indtaget af de andre og de største på toppen.

Den britiske premierminister, Margaret Thatcher, har villet hævde, at det ikke bare er til Englands bedste, men for Europas egen skyld, at hun har stået så stejlt og urokkeligt på sit krav om en reform af det europæiske system. Uden en ændring af grundlaget for Det Europæiske Fællesskab ville det alligevel synke sammen i ruin, og så måtte det da være bedre at bringe de kortsynede europæere frem til katastrofens rand, hvor de ville få øje på følgerne af ikke at føje hende. Det er en mere ophøjet argumentationsform end den irske. Men i sin natur er den udtryk for den samme holdning.

Det er ikke fællesskabets Europa, der har præget forhandlingerne i Bruxelles, men nationernes og særinteressernes Europa. Selv om det også denne gang lykkes at finde de formuleringer og forhandlingsinstrukser, der vil camouflere de fortsatte uoverensstemmelser og føre frem til en ny runde forhandlinger i Det Europæiske Råd til juni, kan det ikke skjule, at det europæiske samarbejde er kørt fast. Evnen og viljen til samvirke er ikke til stede i det omfang, der må til, hvis modsætningerne skal overvindes.

HET FINANCIËLE DAGBLAD	HAAGSCHE COURANT	NRC HANDELSBLAD	HET PAROOL	De Telegraaf
Trouw	UTRECHTS NIEUWSBLAD	de Volkskrant		

THATCHER WEIGERT CONCESSIONS INZAKE BRITSE BIJDRAGE

Europese Top is volkomen mislukt

Van onze correspondent
JAN LUIJTEN

BRUSSEL — De Europese Top, die zo belangrijk was voor de toekomst van de Europese Gemeenschap, is gisteravond laat in Brussel mislukt. Het overleg over de verlaging van de Britse bijdrage aan de Europese begroting en de verhoging van de melkproductie in Ierland raakte in een impasse, die niet meer overwonnen kon worden.

Premier Lubbers heeft na afloop verklaard, dat de staats- en regeringsleiders in Brussel dichterbij een akkoord zijn geweest dan in Athene. „Maar het is niet gelukt. Dit kan heel ernstige gevolgen voor de EG hebben.”

Die gevolgen kunnen al heel snel zichtbaar worden. Frankrijk en Italië hebben na afloop van de mislukte top ook de verlaging van de Britse begrotingsbijdrage voor dit jaar geblokkeerd. De Britse minister Howe heeft daarop verklaard dat Londen zich nu zal bezinnen op stappen om de Britse belangen veilig te stellen. Dit zou erop kunnen wijzen dat de Britse regering een deel van haar begrotingsbijdrage gaat blokkeren. „De houding van Frankrijk en Italië kan escalerend werken,” heeft minister van buitenlandse zaken Van den Broek verklaard.

President Mitterand, die als EG-voorzitter alles heeft geprobeerd om tot een akkoord te komen, heeft de moed niet opgegeven. Hij gaat opnieuw de regeringsleiders in Europa bezoeken. Hij sluit niet uit dat er tussen nu en juni een speciale Europese Top komt, maar dan moet dit wel zinvol zijn. De mislukking betekent, dat de landbouwakkoorden van vorige week voorlopig niet kunnen worden uitgevoerd.

De Europese Top heeft gisteren de hele dag gezweefd tussen hoop en vrees, waarbij de hoop steeds geringer werd. President Mitterand heeft als EG-voorzitter steeds nieuwe pogingen ondernomen om tot een akkoord te komen. Hij kwam enkele malen met nieuwe teksten en voorstellen, die echter steeds voor premier Thatcher en de Ierse premier Fitzgerald onvoldoende waren.

Thatcher bleef volhouden, dat zij ongeveer tweederde van haar begrotings-

bijdrage van ongeveer 5 miljard gulden wil terughebben. Fitzgerald bleef verlangen, dat de Ierse melkproductie de komende jaren nog mag toenemen. De Ierse premier was in de loop van de namiddag zo ontgoocheld dat hij boos de vergaderzaal verliet. Hij liet zich door zijn minister van buitenlandse zaken vertegenwoordigen, die echter niet aan de beraadslagingen deelnam.


Voordien hadden de staats- en regeringsleiders een eerste en voorlopig succes geboekt. Onder voorbehoud van een akkoord over het hele pakket van problemen accepteerden zij een verhoging van de financiële middelen van de EG van 1 naar 1,4 procent BTW van de lidstaten per 1 januari 1986. Verder werden zij het in principe eens over een

verdere verhoging tot 1,6 procent van de BTW in 1988. Beide verhogingen zullen door de nationale parlementen moeten worden bekrachtigd. Maar ook dit akkoord kan dus voorlopig niet worden uitgevoerd.

Dit eerste succesje verdween spoedig naar de achtergrond, omdat de onderhandelingen over de Britse begrotingskwestie en het Ierse melkprobleem steeds moeizamer verliepen. Het ging daarbij niet alleen om geld. De tien staats- en regeringsleiders moesten ook rekening houden met het oude spanningsveld tussen Engeland en Ierland. Premier Thatcher enkele miljarden gulden toeschuiven zonder het arme Ierland in gelijke mate tegemoet te komen in de voor de Ierse economie zo belangrijke melkproductie, was politiek niet mogelijk. Bovendien werd de zaak gecompliceerd door de bekende Westduitse eis niet volledig mee te betalen aan de financiële compensatie voor Engeland. Italië deelde daarop mee dat zo de financiële last voor Rome wel erg zwaar werd.

Gezien de politieke verhoudingen in Dublin en het belang van de melkproductie voor Ierland, waar een belangrijk deel van de grond slechts geschikt is voor veeteelt, had premier Fitzgerald blijkbaar weinig speelruimte. Hij bleef eisen, dat de Ierse melkproductie jaarlijks met ongeveer 400.000 ton moet kunnen blijven groeien. Dat betekent dat het Ierse productiequota met ruim 1,1 miljoen ton zou moeten worden verhoogd, wat onder meer voor Nederland volstrekt onaanvaardbaar was. Ook het Franse compromisvoorstel om de reserve in het quotasyteem van 600.000 ton te verhogen tot 1 miljoen ton melk, was voor Ierland onvoldoende.

Niet alleen bij het Ierse maar ook bij het Britse probleem werd voortdurend over cijfers onderhandeld. De lidstaten boden premier Thatcher een verlaging aan met 2,5 miljard gulden, maar zij bleef ijzig nee zeggen. Vervolgens kwam bondskanselier Kohl met een laagste bod: de Britse bijdrage aan de Europese begroting zou de komende vijf jaar jaarlijks met 2,5 miljard gulden worden verlaagd. De „ijzeren dame” bleef echter onbuigzaam en kwam gisteravond met een tegenbod. Dit jaar moet de Britse begrotingsbijdrage verlaagd worden met 2,5 miljard gulden, volgende jaar met 2,75 miljard en in 1987 met 3 miljard gulden, om dan vervolgens opnieuw te gaan onderhandelen. Dat verwierpen de andere lidstaten weer.

HET FINANCIËLE DAGBLAD	HAAGSCHE COURANT	NRC'S HANDELSBLAD	HET PAROOL	De Telegraaf
WOUW	UTRECHTS NIEUWSBLAD	de Volkskrant		

Ook landbouw-akkoord nu op losse schroeven EG-top mislukt door geschil met Britten

door Theo Koelè in Brussel

BRUSSEL - De Europese topconferentie in Brussel is gisteravond uitgelopen op een mislukking. Het akkoord over landbouwhervormingen en -prijzen, dat de EG-ministers vorige week bereikten, staat nu op losse schroeven.

De elsen van Groot-Brittannië, die de bijeenkomst van regeringsleiders en staatshoofden in Brussel beheersten, bleken gisteravond laat voor de andere EG-landen onaanvaardbaar.

Slechts even leek een oplossing binnen bereik voor het aloude probleem, dat de Britten hunszins tevree geld betalen aan de EG. Ondanks enige toegankelijkheid bleven de verlangens van de Britse premier Thatcher

te gortig voor de EG-partners. Ook de wens van de Ieren om de melkproductie de komende jaren nog uit te breiden bleek op onoverkomenlijke bezwaren te stuiten.

De Franse president Mitterrand, voorzitter van de Europese Raad, overweegt een extra bijeenkomst van de regeringsleiders en staatshoofden te beleggen vóór de geplande volgende topconferentie in juni. Voor die tijd wil hij in elk geval nog een rondreis maken langs de diverse EG-hoofdsteden, om na te gaan of er later oplossingen mogelijk blijven voor de problemen die de toekomst van de EG in hoge mate bepalen. Premier Lubbers waarschuwde gisteren dat de huidige impasse 'heel ernstige gevolgen kan hebben voor de EG'.

De Franse president trok vele uren extra uit voor het beraad en schrapte zelfs een ontvangst van de Spaanse premier Gonzales in Parijs in de hoop alsnog een succes te bereiken. Tot op het laatst gisteravond streden de Britse premier Thatcher en haar Ierse collega Fitzgerald echter nog voor het inwilligen van hun verlangens, die voor de overige EG-landen grotendeels onverteerbaar waren. De spanningen liepen op de tweede dag van de Europese top zo hoog op, dat de Ierse premier de vergaderzaal verliet. Ook andere regeringsleiders werd het af en toe teveel. Zij zorgden volgens aanwezigen voor 'dramatische momenten' met verwijten over en weer.

De Ieren stultten op een onomwonden neen van EG-partners, waaronder Nederland, met hun eis om de melkproductie in hun land de komende jaren uit te breiden. Voor premier Lubbers was het onaanvaardbaar, dat de Ieren ongeveer zoveel extra melk zouden mogen produceren als de Nederlandse boeren moeten 'inleveren'. Lubbers heeft veel begrip voor de kritiek van Nederlandse boeren op de afspraken, die de ministers van landbouw van de EG vorige week maakten voor de beperking van de Europese melkproductie, en meent dat ons land tot het uiterste is gegaan. Lubbers en andere EG-leiders zagen zich echter geplaatst voor het dilemma dat het 'arme' Ierland met des te meer kracht zijn elsen kan bijzetten als de 'rijkere' Britten wel genoegdoening zouden krijgen.

Er tekende zich in de Europese Raad in de loop van de dag wel overeenstemming af over verhoging van de zogeheten eigen middelen van de EG. Tot dusverre betalen de lidstaten bijna één procent van hun nationale BTW-opbrengsten aan Brussel. De EG-leiders konden elkaar gisteren vinden op een verhoging tot 1,4 procent vanaf 1986. Twee jaar later zou dat percentage zo nodig nog eens verhoogd moeten worden, en wel tot 1,6 procent. De nationale parlementen moeten daaraan hun goedkeuring hechten. Het eerste deel van de operatie betekent voor Nederland dat er aan de EG 2,5 miljard gulden per jaar moet worden afgedragen (nu 1,8 miljard).

EC Is Plunged Into Crisis as Summit Fails Over Issue of Britain's Budget Contributions

Mitterrand Vows New Start, But Further Clash Looms Over Refunds to London

By PETER NORMAN and THOMAS KAMM
Staff Reporters of THE WALL STREET JOURNAL

BRUSSELS—The European Community was plunged into crisis last night after a summit meeting of its 10 heads of government ended without agreeing on a reduction of Britain's future budget contributions to the EC.

"The disagreement on the correction to the British contribution blocked everything," said French President Francois Mitterrand, who chaired the meeting under the EC's rotating presidency system.

But Mr. Mitterrand added: "We will start again. The Europe of the ten isn't dead. Let us say that it received a blow, another wound, and the more wounds there are, the more its health worsens."

Move to Block Payment

In a move that could add an EC constitutional crisis to summit failure, foreign ministers from France and Italy went on to block reimbursements due to Britain of contributions made to the EC budget last year.

British Prime Minister Margaret Thatcher said the British cabinet will discuss this action tomorrow. It has been widely predicted that the British government will decide to withhold payment to the EC in retaliation. Such action could bring it before the European Court of Justice.

The failure to agree on the British budget contribution blocked a series of other reforms that are needed if the community is to avoid bankruptcy this year.

Thatcher Not Bitter

Mrs. Thatcher said the EC's financial ills would cause difficulties but appeared confident that the community can continue in "an ad-hoc sort of way." She said she felt no bitterness at the outcome of the meeting. "There is no time for bitterness and no point in it," she said.

The straw that broke the summit's back was a final proposal from Mrs. Thatcher

seeking a rebate of 1 billion ECUs this year and 1.25 billion ECUs in 1985. This would have bridged the gap before a lasting solution to sharing out the burden of community financing could be agreed. It was turned down because it would have cost too much money to other member states, officials said.

Mr. Mitterrand pledged that he would continue to try to solve the community's problems before the next summit in June. Some of the issues may be tackled in regular ministerial meetings of the EC, but France intends to explore the possibility of an extra conference to relaunch the community.

West German Chancellor Helmut Kohl said that despite yesterday's setback his country saw no alternative for its future except in a European Community, although he said that failure after 28 hours of talks was "regrettable and depressing."

But the British budget problem is only one of many. Dutch Prime Minister Ruud Lubbers said: "A collision within the community seems unavoidable. Greece expects too much cash, Ireland believes milk presents no problems for the community, and Mrs. Thatcher started to believe her own stories."

These developments followed a day of intensive negotiations overshadowed by the issues of Britain's budget contribution and Ireland's opposition to plans to limit its milk production.

Although heads of government had talked into the early hours of yesterday morning and a new set of proposals was formulated overnight, negotiations progressed at a snail's pace.

For much of the day, the scant information reaching reporters suggested that Mrs. Thatcher was engaged in a war of attrition to extract from the other EC member states a rebate covering as much as three-quarters of Britain's contribution to the EC budget. But it was Ireland's Prime Minister Garret FitzGerald who at one point appeared to steal the show.

Threat to Economy Charged

He walked out of the meeting, complaining that Ireland's economy would be destroyed by the community's plans to limit dairy surpluses and charging that other member states—primarily Britain, Denmark and the Netherlands—were un-

fairly disregarding one of Ireland's vital national interests.

For much of the evening, Mr. FitzGerald chose to stay outside the conference room, although he refrained from abandoning the summit fully by staying in the building where it was held. His absence switched attention back to the British budget issue, where for the first time the French EC presidency put forward a proposal containing specific figures, only to have it rejected by Britain.

The proposal, that Britain should be given a rebate of 1 billion European currency units (about \$860 million) a year for five years to settle its budget complaints, illustrated the wide gap still existing between Britain and its EC partners.

Large Gap Left

The offer, if accepted, would have left Britain with a contribution of around 1 billion ECUs, far above both the 400 million to 500 million ECUs the British delegation said would be acceptable and the 650 million ECUs that observers had said might be a compromise acceptable to Britain.

Mr. FitzGerald, for his part, had come to Brussels determined to secure for Ireland the right to increase milk production by 8% a year for five years. He rejected suggestions that Ireland could benefit from a reserve milk production quota, which agriculture ministers set at 600,000 metric tons a year last week and some heads of government said could be as high as 1 million tons.

He walked out of the meeting when a French suggestion that Ireland be allowed to raise its 1983 output by 5% was rejected by Britain, Denmark and the Netherlands.

Tax Accords

The summit's final discord apparently negated the progress the heads of government made in agreeing to increased tax resources for the European Community budget, contingent on the settlement of the other issues.

According to a West German spokesman, the leaders agreed that the ceiling for contributions from nationally levied value-added taxes should be increased to 1.4% from 1% by Jan. 1, 1986, when Portugal and Spain are expected to join the EC, and to 1.6% by Jan. 1, 1988.

A further tentative advance was an agreement that the EC should drop the idea of levying a tax on oils and fats, a measure that has been vigorously opposed by the U.S.

While the heads of government were negotiating about money, the EC's political directors worked out a series of joint statements to describe community policy on the Middle East, East-West relations and the war between Iran and Iraq. But it appeared unlikely that these would be issued after the summit failed to agree on the main points of contention.

